

SIGLES ET ACRONYMES :

CASI : Crédit d'Ajustement du Secteur Industriel

CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique

COFACE : Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur

DCPE : Document Cadre de Politique Economique

DSRP : Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté

FMI : Fonds Monétaire International

IDE : Investissement Direct à l'Etranger.

IDH : Indice de Développement Humain

INSTAT : Institut National de Statistique

IPH : Indicateur de Pauvreté Humain

IPPTE : Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés

MADIO : Madagascar Dial Instat Orstom

MFE : Ministère des Finances et de l'Economie

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

PIP : Programme d'Investissement Public

PNARS : Plan National d'Action pour le Redressement Social

PNP : Politique Nationale de la Population

R-D : Recherche et Développement

RNDH : Rapport National de Développement Humain.

SECALINE : Sécurité Alimentaire et Nutrition Elargie

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

PARTIE I : UNE REVUE HISTORIQUE ET THEORIQUE DU CONCEPT DE LA CROISSANCE

Chapitre I : La période 1939-1986 : Une vision exogène de la croissance

Chapitre II : La période 1986-1990: La remise en cause par l'émergence du concept de capital humain comme support endogène de la croissance

PARTIE II : ANALYSE ECONOMIQUE DE LA TRAJECTOIRE DE CROISSANCE A MADAGASCAR

Chapitre I : L'échec d'une politique de croissance dominée par le transfert de technologie dans les années 80

Chapitre II : L'ajustement structurel pour relancer la croissance à partir des années 90

Chapitre III : Un bilan comparatif des deux décennies sous l'ajustement structurel

CONCLUSION GENERALE

INTRODUCTION GENERALE

La littérature économique s'est récemment enrichie de contributions importantes en matière d'analyse des processus de croissance. Du mercantilisme à la nouvelle théorie de la croissance, les économistes se sont toujours interrogés sur les facteurs de la croissance. A travers les époques, différentes théories ont été élaborées, parfois dans la continuité des idées parfois avec des ruptures notoires.

Datant déjà d'Adam Smith (1776), la recherche sur l'amélioration de la production était une des préoccupations des économistes. D'ores et déjà, une succession de théories ont surgi allant de la théorie des rendements décroissants aux rendements croissants. Notons en particulier Malthus(1776), Ricardo(1817), Marx(1844) au XIX^e siècle qui se sont donnés la peine pour expliquer la croissance. Cependant leurs explications se sont avérées insuffisantes. A partir du XX^e siècle, des analyses traditionnels d'Harrod (1948), de Domar (1946), et de Solow (1956) ont posé un problème entre la croissance économique et la population active, et ont mis en évidence le progrès technique. Malgré cela leurs théories ne répondent pas à toutes les questions.

Dans les années 80 la croissance économique a connu un nouvel essor avec l'arrivée de la théorie de la croissance endogène respectivement de Romer (1986), Lucas (1988) et de Barro (1990) qui ont expliqué les causes de la croissance économique à partir de l'accumulation de capital public, physique et surtout humain. Ce dernier fera une étude à part entière. Ces théories ont expliqué les raisons en quoi la croissance passée permet une augmentation du capital dont l'utilisation permet une croissance future. La croissance est un phénomène qui s'auto entretient, tire ses origines en lui-même, et est endogène.

Par ailleurs les pays en voie de développement de nos jours sont souvent caractérisés par une dépendance aux capitaux étrangers, ne citons que les aides, les investissements directs étrangers, et les dons. Pourtant la plupart d'entre eux n'arrivent pas à éradiquer la misère de la population.

Madagascar fait parti de ces pays qui étaient fortement endettés du fait de la politique de nationalisation entreprise par les dirigeants, de l'investissement à outrance et de l'explosion démographique dans les années 70. Il a bénéficié des crédits octroyés par les bailleurs de fonds internationaux notamment celle du FMI(Fond monétaire internationale) et

de la banque mondiale en 1980. En contre parti ces derniers ont soumis le pays à des mesures macroéconomiques qui ont des effets néfastes sur les conditions sociales du peuple malgache, affectant ainsi la croissance. Après les revendications du peuple en 1991, les partenaires financiers se sont désengagés et ont cédé la place à des acteurs locaux qui ont mis en œuvre diverses stratégies pour établir une condition de vie favorable et de relancer la croissance.

Convaincu donc de l'importance radicale du capital humain pour relancer l'économie et pour avoir des impacts palpables sur le PIB, Madagascar s'est fait une priorité l'amélioration de ce dernier notamment la santé et l'éducation. Un filet de sécurité a été mise en place pour répondre aux besoins à court terme des couches les plus vulnérables. Ensuite une succession de stratégies dont principalement la DCPE (document cadre de politique économique) retracent les grandes lignes économiques à suivre et tant d'autres stratégies luttent contre la pauvreté telles : DSRP (document stratégique de lutte contre la pauvreté), le PNARS(plan nationale d'action pour le redressement social), la PNP(politique nationale pour la population).

Ces diverses faits marquant nous emmènent à poser la question : « En quoi est-ce que l'accumulation du capital humain constitue-t-elle un moteur de la croissance économique ? ». Cette question montre sa pertinence théorique en mettant en exergue les failles et les limites de la croissance exogène mais aussi l'intérêt de la croissance endogène, plus précisément l'accumulation du capital humain qui a un effet positif sur la croissance économique. Quant à la pertinence politique l'amélioration du capital humain figure parmi les axes stratégiques adoptés par l'Etat comme moyen de lutte contre la pauvreté.

Afin de répondre à cette question, compte tenu des concepts des différents auteurs de l'ancienne et de la nouvelle théorie de la croissance économique, la première étape consiste en une revue de littérature. Nous nous sommes référés aux travaux de Malthus (1776) : « un essai sur le principe de population », de Ricardo (1817) : « Sur la traité d'économie politique et de l'impôt », et de Smith (1776) : « l'essai sur la nature et les causes de la richesse des nations ». ces notes avancent les caractères illimités ou limités de la croissance, en raison de la loi de la population, du rendement décroissant des terres, de la baisse tendancielle du taux de profit. A leur tour Harrod (1948), Domar (1946) : « l'expansion et croissance », Solow (1956) : « la contribution à la théorie de la croissance économique », et Muet (1993) ont débattu la stabilité de la croissance, et ont découvert un nouvel facteur résiduel qui est le progrès technique.

Ainsi la théorie traditionnelle de la croissance se base sur le rendement marginal décroissant du capital.

De l'autre côté, nous avons consulté les ouvrages concernant la croissance endogène telles que les nouvelles théories de la croissance de Guelec et Ralle (2003), de Romer (1986), de Lucas (1988) et de Barro (1990). Pour marquer la rupture avec l'ancienne théorie, ces auteurs ont mis en valeur le rôle du capital humain, celui de la technologie et celui de l'Etat. Ainsi la croissance est à rendement croissant. Cette première étape a donc pour objet de dégager le caractère endogène de la croissance.

La deuxième étape se focalise sur une étude empirique du capital humain à Madagascar. Elle consiste, tout d'abord à consulter des documents se rapportant aux situations sociopolitique, économique et financière à Madagascar juste avant 1980 où le pays était dans un endettement profond. ensuite à analyser cette décennie où le pays a connu une reprise de l'économie mais avec une qualité lamentable du capital humain, notamment dans le système éducatif et le domaine sanitaire accompagnée d'une pauvreté intense, enfin à évaluer la performance des stratégies internes pour remédier à ces problèmes depuis les années 90 à l'aide des données de l'INSTAT.

Et par la suite une analyse comparative des deux décennies sera étalée afin de pouvoir mettre en évidence la valeur du capital humain .Il pourra influencer positivement la croissance grâce à la redynamisation de la main d'œuvre et l'augmentation de la productivité qui en découle. Cette deuxième étape a donc pour objet de montrer les apports du capital humain dans la croissance économique.

Ce mémoire est donc subdivisé en deux parties :

La première partie consiste à mettre en évidence le passage de la remise en cause d'une vision exogène à une conception endogène de la croissance. L'histoire de la croissance économique part donc des précurseurs jusqu'aux tenants de la nouvelle théorie de la croissance. Le premier chapitre relate les différentes théories traditionnelles de la croissance, c'est-à-dire que les théoriciens débattaient la stabilité, l'équilibre et la limite de la croissance, cependant ils soutenaient le progrès technique comme un facteur exogène de la croissance.

Le deuxième chapitre examine l'émergence de la nouvelle théorie considérant le capital humain comme support endogène de la croissance.

La deuxième partie se rapporte à l'étude de cas du rôle du capital humain dans la croissance économique, le cas de Madagascar est pris comme exemple. Le premier chapitre montre la domination d'une vision exogène en 1980, période pendant laquelle l'ajustement structurel a été adopté à Madagascar. Ce dernier met en évidence les mesures macroéconomiques entreprises par le FMI et la banque mondiale. Ensuite le deuxième chapitre évoque les différentes stratégies internes pour mobiliser le capital humain à Madagascar car non seulement l'éducation et la santé sont médiocres mais aussi la population est tombée dans une pauvreté intense. L'absence d'une réforme en matière d'éducation a entraîné un faible niveau du capital humain. Ce faible niveau de capital humain s'est traduit par une baisse de la productivité du travail due à la faible qualification de la main-d'œuvre. Enfin le dernier chapitre est un bilan comparatif entre les deux périodes où il y avait deux visions antagonistes pour relancer la croissance à Madagascar.

**PARTIE I : UNE REVUE HISTORIQUE ET
THEORIQUE DU CONCEPT DE LA CROISSANCE**

L'histoire de la pensée économique, les faits économiques ainsi que de nombreux manuels économiques affirment que la réflexion sur la croissance économique remontait à la première révolution industrielle, au temps d'Adam Smith(1776) et sa richesse des nations. La croissance occupe l'esprit de nombreux économistes. Reprise ensuite par Malthus, Ricardo et Marx elle refait son apparition au XIXème siècle suite à leurs travaux. Mais ce n'est qu'au XXème siècle vers les années 50 que les premiers modèles théoriques de la croissance furent établis. Les modèles les plus connus sont ceux des postkeynésiens dont Harrod-Domar et celui des néoclassiques dont Solow. Ils ont introduit un débat sur la croissance équilibrée.

Durant les trente Glorieuses la théorie de la croissance a repris avec vigueur alors que l'entre deux guerres elle était caractérisée par une réflexion sur les cycles. De ce fait, plusieurs théories explicatives de la croissance sont relativement récentes dans l'histoire de la pensée économique. Ces théories ont mis en relief le rôle primordial du progrès technique et du capital humain ; Sur le long terme, la connaissance et la technologie jouent un rôle important pour rendre une économie plus productive et par la suite accroître la croissance.

Les années 70 et 80 ont donc connu un nouvel essor sous l'impulsion des théoriciens de la régulation et de la croissance endogène. Cependant ces théories ont encore du mal à expliquer l'origine du progrès, et en quoi il est lié aux fonctionnements de l'économie.

Selon François Perroux, la croissance est : « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit net en termes réels ». La croissance est un processus quantitatif qui n'est qu'un élément du développement.

Chapitre I : De 1939 à 1986 : Une vision exogène de la croissance

L'analyse de la croissance économique se fait sur une longue période et dans un contexte dynamique.

La croissance économique a pris naissance il y a environ deux siècles. Adam Smith dans « la Richesse des nations » posait les premiers jalons d'une théorie de la croissance. Selon lui, la croissance prend source dans la division du travail et est illimitée. Cette pensée a évolué avec d'autres économistes classiques qui s'interrogeaient sur les causes de la croissance. Ils sont souvent dénommés sous l'appellation "les précurseurs" dont Malthus (1796), Ricardo (1817), Marx (1844). Ces derniers ont une vision commune sur la non

durabilité de la croissance ou la croissance limitée qui s'explique par la convergence vers un état stationnaire où la production stagne. Viennent ensuite d'autres pensées avec les néoclassiques et leur croissance exogène et enfin les néokeynésiens.

Section 1 : Les précurseurs:

Les classiques sont les pionniers dans l'étude de la croissance économique. D'abord menée par Adam Smith et ensuite une succession d'études ont été poursuivies d'où les qualificatifs suivants attribués à la croissance durant cette époque : illimitée, limitée, instable.

I. Adam Smith(1776):

Considéré comme père du libéralisme économique, Adam Smith(1776) a une vision optimiste en pensant que la croissance est illimitée. Dans ses recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, il a pu constater que c'est la division du travail et la participation du pays au commerce international par la théorie des avantages absolus qui sont les facteurs de la croissance économique.

Adam Smith définit la division du travail comme une spécialisation dans une tâche qui met en évidence le surplus, le marché ainsi que les gains de productivités. Comme exemple, il a pris celle de la manufacture d'épingle et a conclu que la spécialisation dégage un surplus qui sera vendu sur le marché, augmente la productivité du travail car ceci économise beaucoup de temps et rend le travailleur beaucoup plus habile et organisé. Bref grâce à la spécialisation un progrès technique peut être espéré par la division du travail

A coté de cette division du travail, pour accroître sa productivité Adam Smith pense que la participation au commerce international est primordiale. C'est ce qu'il démontre par la théorie des avantages absolus qu'un pays se doit produire plus qu'il ne consomme pour ensuite exporter le surplus de production et importer d'autres biens qu'un autre pays produit mieux que lui. Par conséquent, la taille du marché augmente, les prix diminuent donc l'épargne s'accroît et la division du travail s'accroît. Un pays a donc un avantage absolu sur le produit s'il vend un certain produit à un prix moindre que ceux des autres pays.

La croissance est donc illimitée selon Adam Smith tant qu'on peut étendre la division du travail et le marché.

II. Thomas Malthus 1796 :

Dans son *Essai sur le principe de population* (1796), Thomas Malthus a une vision pessimiste de la croissance car selon lui celle-ci est limitée à cause de la croissance démographique. En effet la croissance des ressources c'est-à-dire de la terre et des subsistances augmentent de manière arithmétique tandis que la croissance de la population à un rythme géométrique ou de façon exponentielle.

Il prévoit une catastrophe démographique à moins de limiter la croissance de la population, ainsi il préconise une régulation volontaire des naissances par la « contrainte morale » c'est-à-dire une politique de restriction démographique appelée aussi « politique malthusienne ». Par conséquent il craint une « paupérisation¹ » de la population. Malthus propose de frapper par l'impôt sur la taille de la famille et de rémunérer ceux qui limitent les naissances.

Cependant la vision pessimiste de Malthus a été différée à cause de l'augmentation des ressources et des rendements agricoles mondiales.

III. David Ricardo (1817) :

Dans une même vision pessimiste que Malthus, Ricardo un économiste britannique souligne dans *ses principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817) que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants.

1. Etat stationnaire et rendement décroissant

D'abord, il explique la répartition de valeurs ajoutées entre trois agents par la loi des rendements décroissants :

Les propriétaires fonciers reçoivent de la rente pour l'exploitation de leur terre. La rente désigne alors la quantité de travail nécessaire pour produire sur la terre moins fertile car plus on use la terre moins elle est fertile « *La rente c'est l'écart entre le rendement de la terre et celui de la terre la moins fertile* » (Ricardo, 1817, p 12).

La valeur des marchandises provient de la quantité de travail nécessaire pour le produit. La terre, certes, est un facteur fixe c'est-à-dire non sujet à l'accumulation,

¹ Appauvrissement continu d'une population

contrairement aux facteurs travail et capital. Elle est donc une source de rente pour ses propriétaires.

Selon Ricardo (1817), le prix des grains de blé est égal au coût de production sur les terres « *marginales* », les moins productives. Donc, si le coût de production est supérieur au prix de grains, il est alors rentable de mettre en culture d'autres terres encore moins productives. Par contre si le coût de production est inférieur au prix de grains, les terres sont cultivées à perte et seront donc proprement abandonnées.

La rente est fonction croissante de la fertilité et les différences de fertilités conditionnent son existence. Il est à noter que la rente tend à augmenter en période de croissance en raison de l'existence des besoins élevés et de la mise en culture des terres à productivités dégradantes.

De leur côté, les salariés sont rémunérés par les salaires. Ce sont en général les ouvriers qui travaillent dur pour assurer le minimum de subsistance pour sa famille et ses petits besoins appelés aussi « minimum sociologique ».

Quand aux capitalistes, ils bénéficient du profit de cette classe et vise à faire fructifier son capital de la manière la plus avantageuse. Or le profit est une fonction décroissante du salaire, et le salaire dépend du prix des biens en faisant ainsi appel à la rente. Plus la rente est élevée moins le profit est important. L'augmentation du prix des grains entraînera donc une hausse de la rente foncière, et aussi du salaire nominal correspondant au minimum vital. Le salaire et la rente s'accroissent alors au détriment du profit qui diminue jusqu'à atteindre le niveau auquel cesse l'investissement. L'arrêt de l'accumulation du capital signe celui de la croissance démographique, et donc la stabilisation de l'ensemble du système économique. Ce dernier est ce que Ricardo (1817) appelle : « *état stationnaire* ».

Faut-il préciser que le profit des capitalistes est résiduel, c'est-à-dire qu'il intervient une fois le salaire et la rente foncière payés. Lorsque la population s'accroît, il convient d'augmenter la production agricole. Or les nouvelles terres mises en culture sont de moins en moins productives. Le coût de production va donc s'élever en entraînant inévitablement la hausse des salaires et de la rente foncière. Les profits vont se réduire jusqu'au moment où les capitalistes ne seront plus incités à investir. L'économie atteint la situation d'état stationnaire.

Afin de retarder cette situation, Ricardo a préconisé d'augmenter les gains de productivité dans l'agriculture. Et cela grâce au progrès technique et au commerce international avec la théorie des avantages comparatifs. L'origine de la croissance est donc le réinvestissement productif du surplus.

2. Théorie des avantages comparatifs

C'est le concept principal de la théorie traditionnelle du commerce international qui stipule que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production du ou des biens pour lesquels il dispose d'un avantage comparatif par rapport aux autres pays et aux autres biens que le pays pourrait produire. le pays a donc intérêt à se spécialiser même s'il ne dispose d'aucun avantage absolu. C'est une théorie en faveur de la division internationale du travail d'Adam Smith et du libre échange. La spécialisation permet en effet une économie de facteur de travail favorisant un gain de productivité et la hausse du volume produit.

IV. Karl Marx (1844)

Karl Marx (1844) a été le premier économiste à proposer un modèle formel de la croissance, à l'aide de ses schémas de reproduction élargie. Il considère que la croissance est limitée dans le mode de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle des taux de profit (1867, *Le Capital*).

Marx explique que les capitalistes sont tentés d'accroître leurs capacités de production par des innovations technologiques pour obtenir des avantages sur leurs concurrents, appelé « plus value relative ». Ils substituent donc par des machines la main d'œuvre. Ainsi des crises surgissent à cause de la baisse tendancielle du taux de profit. Autrement dit les capitalistes ont tendance à rechercher la meilleure combinaison capital-travail, à augmenter au mieux l'intensité capitalistique de façon à réduire le prix de vente pour concurrencer les autres producteurs. Cependant la substitution de la machine au travailleur réduit le plus value du capitaliste puisque celle-ci provient du salaire du travailleur.

V. Joseph Schumpeter

Joseph Schumpeter (1942) estime que le fondement et le ressort de la dynamique de l'économie sont l'innovation et le progrès technique. Dans son ouvrage, *Capitalisme, Socialisme et démocratie*, il affirme que la clé du changement est le progrès industriel. « *L'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est*

imprimée par les nouveaux objets de la consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle – tous éléments créés par l'initiative capitaliste ». (Schumpeter, 1942, p. 106)

Il explique les cycles économiques par les « grappes d'innovations », selon lui, le progrès technique est au cœur de l'économie et apparaissent en grappes : après une innovation majeure, souvent une innovation de rupture due à un progrès technique, d'autres innovations sont portées par ces découvertes. De ce fait, des cycles industriels où, après une innovation majeure, l'économie est en phase de croissance et où l'emploi est abondante, suivi ensuite d'une phase de dépression où les innovations chassent les entreprises dépassées et par la suite détruit l'emploi c'est ce que Schumpeter entend par « destruction créatrice ». Cette analyse se rapproche des cycles de Kondratiev.

Pour Schumpeter l'entrepreneur qui réalise des innovations de produits, de procédés ou de marchés se trouve donc au cœur du système capitaliste. En effet la croissance est un processus permanent de création, de destruction et de restructuration des activités économiques, la destruction créatrice est donc la caractéristique du système capitaliste qui résulte du caractère discontinu des innovations.

Section 2 : Les pères fondateurs de la théorie de la croissance exogène

I. La croissance chez les post keynésiens : le modèle Harrod-Domar (1939-1946):

La croissance est exogène, illimitée mais instable pour les post-keynesiens. En suivant les pas de Keynes, les modèles de Domar et Harrod vont chercher à rendre compte des conditions et caractéristiques essentielles de l'équilibre d'une économie capitaliste en croissance.

D'abord Evsey Domar (1946) porte son analyse sur la difficulté de réaliser une croissance équilibrée en tenant compte de la théorie keynésienne de l'investissement. Il transpose dans un cadre dynamique de long terme l'analyse de Keynes qui portait sur les conditions d'un équilibre de plein emploi à court terme.

Il part de la considération que l'investissement a deux effets sur l'économie : un effet de demande et un effet de capacité.

Du coté de la demande à court terme : la variation de l'investissement détermine le niveau de revenu et de la demande globale (c'est le principe du multiplicateur keynésien, ici étant similaire à un effet-revenu).

L'effet-revenu associé à une augmentation de l'investissement est égal à $\Delta I [1/(1-c)]$ c'est-à-dire $\Delta I[1/s]$ avec $s=(1-c)$

c : propension marginale à consommer

s : propension marginale à épargner

Du de l'offre à long terme : l'investissement accroît la capacité de production (c'est l'effet capacité, ici étant similaire à l'effet accélérateur). C'est un effet accélérateur dans le sens où la hausse de la demande anticipée par les producteurs va entraîner une hausse de leur investissement (I) et donc de l'offre supérieure à celle qui aurait été nécessaire pour satisfaire la demande anticipée.

L'investissement accroît les capacités de production dans une proportion égale à $1/v$ où v est le coefficient de capital et correspond à l'inverse de la productivité moyenne du capital soit $v = K/Y$ (où K est le stock de capital et Y la production). L'effet de capacité est donc égal $I(1/v)$.

Une croissance sera donc équilibrée pour Domar si ces deux effets sont de même ampleur c'est-à-dire si l'augmentation de la demande due à l'effet multiplicateur est suffisante pour absorber totalement l'augmentation de l'offre due à l'effet accélérateur.

Pour qu'il y ait égalité entre les deux effets de l'investissement, et donc de l'équilibre entre l'offre et la demande de biens ; il faut que l'investissement, mais aussi le capital et la production, croissent au même taux correspondant au rapport entre le taux d'épargne et le coefficient du capital soit ($g=s/v$).

Cependant s , v , et g sont des variables exogènes extérieurs à la sphère économique et indépendante, l'équilibre a peut de chance de se réaliser. En effet une situation de déséquilibre est fort probable s'expliquant par le fait que l'accélération de l'offre ne correspond pas à l'effet multiplicateur sur la demande. De façon plus formelle, étant donné que c'est le niveau d'investissement (I) qui détermine l'accroissement de l'offre alors que c'est la variation de l'investissement (ΔI) qui détermine l'augmentation de la demande, il faut donc une variation de plus en plus grande de l'investissement pour que l'effet demande soit suffisant pour absorber l'offre.

Quand à Roy Forbes HARROD (1900-19778) il s'interroge sur la stabilité de la croissance. Et comme tous les keynésiens il affirme aussi la possibilité de sous emploi dans la croissance, caractérisé par un accroissement de volume de production sans que toutes les mains d'œuvres disponibles soient utilisées. Selon Pierre Alain Muet (1993), Harrod aurait été conduit à poser deux problèmes «dont l'un est la stabilité de la croissance, l'autre est la possibilité de maintenir le plein emploi».

D'abord il est nécessaire de différencier les trois types de croissance à savoir :

- le taux de croissance effectif correspondant à celui qui se réalise réellement, qu'on note $g = \Delta Y / Y$
- Le taux de croissance garantie est celui qui assure l'équilibre entre l'épargne et l'investissement.

Or, selon Keynes, l'offre est fonction de la demande effective c'est-à-dire qu'un accroissement de l'offre ne peut exister que si l'entrepreneur voit dans l'avenir une augmentation de la demande effective signifiant que l'investissement (accroissement de capital fixe) résulte de l'anticipation des entrepreneurs. Par conséquent, l'égalité entre épargne et investissement est fruit du hasard du fait que l'épargne est une partie du revenu.

$$S = sY$$

Où S : épargne

s : propension marginale à épargner

Y: revenue

$I = \Delta K / K$ (car l'investissement est considéré comme une accumulation de capital fixe)

$$g_w = I = S \Leftrightarrow \Delta K / K = sY$$

Donc, il y a peu de chance pour que le taux de croissance effectif (g) soit égal au taux de croissance garanti (gw). Mais même dans ce cas, cela ne garanti en rien l'utilisation de toutes les mains d'œuvre disponibles c'est-à-dire le plein emploi.

Le taux de croissance naturel est le taux de croissance qui assure le plein emploi ; il dépend de la croissance de la population active et de la productivité due au progrès technique. Ces derniers étant considérés comme des données exogènes, extérieures à la sphère économique. Aucun mécanisme, dans ce cas, n'influe sur la croissance effective pour qu'elle assure le plein emploi.

L'idéal est donc d'avoir simultanément une croissance garantie et une croissance naturelle. Or, la croissance garantie, certes, a peu de chance d'être réalisée et ses déterminants sont étrangers à ceux de la croissance de plein emploi, une croissance à la fois équilibrée et plein emploi. Une croissance à la fois équilibrée et de plein emploi, selon eux, ne peut donc que résulter du hasard.

Harrod arrive à la conclusion que la théorie keynésienne est paradoxale suite aux faits suivants : d'une part si le taux de croissance garanti (g_w) qui équilibre l'offre et la demande sur le marché des biens est supérieur au taux de croissance naturel (g_n) qui équilibre l'offre et la demande sur le marché du travail, le rythme élevé de la croissance pourra permettre de réduire le chômage. D'autre part en situation de plein emploi la croissance effective (g) sera limitée par le taux naturel, en effet la croissance réelle devient inférieur au taux garanti, par conséquent la demande est insuffisante et l'économie tendra progressivement vers la dépression. L'épargne produit un certain effet si (g_w) est inférieur à (g_n) car un taux d'épargne élevé ou insuffisant serait néfaste à l'économie.

Bref, pour HARROD et DOMAR donc, la croissance équilibrée est une croissance au « fil du rasoir » c'est-à-dire qu'il y a peu de chance pour arriver à une croissance équilibrée et y rester procède du hasard.

II. La croissance chez les néoclassiques : modèle de Solow(1956) :

Solow a été au départ influencé par le modèle postkeynésien, notamment celle d'Harrod-Domar et admet leurs hypothèses excepté les proportions fixes de capital et de travail. Cependant ce modèle présente des difficultés à apprécier le comportement de l'investissement, en effet Solow (1956), dans « une contribution à la théorie de la croissance économique » en 1956, explique le tort des modèles postkeynésiens.

Il a constaté que les postkeynésiens appliquaient des hypothèses d'analyse de courte période sur la fixation des proportions des facteurs de production à l'étude de longue période. De plus ces derniers considèrent les facteurs de productions tels le capital (K) et le travail (L) comme complémentaires. Par contre pour les néoclassique ces facteurs sont substituables donc le coefficient de capital est variable, la productivité marginale du capital est décroissante et toute l'épargne est investie.

La théorie néoclassique de Solow, affirme que le problème du « fil de rasoir » ne se passe plus du fait de la flexibilité des différents paramètres notamment des prix de facteurs de production. Ces derniers permettent d'assurer le plein emploi qui caractérisent la longue période et garantit à l'économie une croissance équilibrée.

Donc l'analyse de Solow repose sur des hypothèses du modèle néoclassique de croissance équilibré dont il considère comme référence et retient plusieurs principes :

La relation entre le capital K et le travail L est définie par une fonction de production homogène de type Cobb-Douglas telle que $Y = f(K^\alpha, L^{1-\alpha})$. La production est une fonction du capital et du travail à coefficient variable (c'est-à-dire K/L est variable) ce qui sous entend que le capital et le travail sont substituables. On peut donc varier la combinaison productive au plein emploi des facteurs de production. Ce modèle intervient en pleine période de croissance notamment durant les trente glorieuses. La croissance est stable et équilibrée lorsqu'il y a une juste répartition entre les deux facteurs de production, K (capital) et L (travail).

Par la suite Solow intègrera le progrès technique comme une variable exogène et le définit en tant que facteur résiduel. Comme tout néoclassique, il considère que dans le long terme, les différents paramètres sont flexibles, la croissance est stable et assure le plein emploi dont le rythme dépend de l'évolution de la population et de la technologie et non des comportements économiques des agents. A cet effet, si on laisse jouer le mécanisme du marché, l'équilibre s'instaure automatiquement.

— Si $s/v > g_n$, c'est à dire si la croissance économique est supérieure à la croissance démographique, il y a pénurie de main d'œuvre, donc hausse des salaires. Les entrepreneurs substituent alors du capital au travail. Le coefficient de capital, $v = K/Y$, augmente, ce qui diminue le rapport s/v , lequel tend vers n .

— Inversement, si $s/v < g_n$, c'est à dire si la croissance économique est inférieure à la croissance démographique, il y a du chômage, donc baisse des salaires. Les entrepreneurs substituent alors du travail au capital. Le coefficient de capital, $v = K/Y$, diminue, ce qui augmente le rapport s/v , lequel tend vers n .

Un excès d'offre de travail, ainsi, dû à des facteurs démographiques, ferait baisser le salaire. Celui-ci attire les entreprises à embaucher davantage et donc à opter pour une combinaison productive moins capitalistique. La substitution du travail au capital permet à la

croissance économique, et cela quelles que soient son ampleur et celle de la croissance démographique, d'assurer le plein emploi.

Le progrès technique est capable de changer ν (coefficient du capital). Solow intègre dans son analyse le facteur temps, représentant le progrès technique qui est un facteur exogène, provenant de données extérieures à la croissance.

$$Y = A K^\alpha L^{1-\alpha}$$

$$Y = A e^{rt} K^\alpha L^{1-\alpha}$$

r définit le résidu, α l'intensité capitaliste

La différentielle du logarithme népérien de la fonction de production donne :

$$\Delta Y/Y = r + \alpha \Delta K/K + (1-\alpha) \Delta L/L$$

$$\text{Or } \Delta Y/Y = g \text{ et } \Delta L/L = g_n = n$$

$$\text{La croissance } g \text{ est donc égale à : } g = [r/(1+\alpha)] + n$$

Autrement dit, g est le taux de croissance équilibrée qui assure le plein emploi, parce que l'intensité capitaliste et la quantité de capital s'ajustent à la quantité de travail. La croissance a donc pour facteurs principaux la quantité de travail, désignée par le taux de croissance démographique, et le progrès technique. Le modèle de croissance de Solow définit donc une croissance équilibrée. Mais ces facteurs comme ceux d'Harrod, Domar, sont exogènes, indépendants de la sphère économique.

Solow conclut qu'avec une flexibilité de la combinaison productive, le taux de croissance économique tend invariablement vers le taux de croissance naturel. Et ce taux de croissance naturel correspond à un niveau du capital par travailleur conduisant ainsi à un équilibre stable et à l'apogée de la consommation par tête. Dès lors, on arrive à l'équilibre d'une croissance de longue période mais aussi à un état stationnaire du niveau de richesse par tête.

Donc, la croissance est illimitée à condition que la population augmente et qu'il y ait des progrès techniques. Sinon, elle s'arrête. La croissance est donc liée à des facteurs exogènes à savoir les progrès techniques essentiellement et la croissance de la population à long terme. Par conséquent les comportements économiques des agents, les modifications du taux d'épargne qui constituent le mécanisme d'ajustement pour Kaldor, n'influent pas à long terme sur le taux de croissance économique dans le modèle de Solow.

En outre le modèle de Solow se fonde donc sur l'hypothèse que les facteurs de production connaissent des rendements décroissants, c'est-à-dire qu'une augmentation de ceux-ci dans une certaine proportion engendre une augmentation dans une proportion plus faible de la production.

Il pose également comme hypothèse que les facteurs de production sont utilisés de manière efficace par tous les pays. En posant que la population connaît un taux de croissance que Solow qualifie de « naturel » (non influencé par l'économie), le modèle déduit trois prédictions : d'abord, augmenter la quantité de capital (c'est-à-dire investir) augmente la croissance : avec un capital plus important, la main-d'œuvre augmente sa productivité (dite apparente). Ensuite, les pays pauvres auront un taux de croissance plus élevé que les pays riches. Ils ont en effet accumulé moins de capital, et connaissent donc des rendements décroissants plus faibles, c'est-à-dire que toute augmentation de capital y engendre une augmentation de la production proportionnellement plus forte que dans les pays riches.

Enfin, en raison des rendements décroissants des facteurs de production, les économies vont atteindre un point où toute augmentation des facteurs de production n'engendrera plus d'augmentation de la production. Ce point correspond à l'état stationnaire. Solow note toutefois que cette troisième prédiction est irréaliste : en fait, les économies n'atteignent jamais ce stade, en raison du progrès technique qui accroît la productivité des facteurs.

Solow avance aussi la propriété de convergence. Il explique les phénomènes de rattrapage des pays qui ont commencé leur croissance économique plus tardivement par le fait que plus le niveau de départ du PIB/hab est faible, plus le taux de croissance attendu est élevé. C'est le cas de la France vis à vis des Etats Unis entre 1950 et 1970, du Japon entre 1960 et 1980. Selon lui tous les pays qui font un effort d'investissement, sont susceptibles de connaître une croissance économique. Si tous les pays étaient identiques (à l'exception de leur intensité de départ en capital) : la croissance des pays les plus pauvres serait plus rapide que celle des pays les plus riches.

La propriété de convergence tient à l'existence de rendements du capital décroissants. Les économies qui ont un niveau de capital/travailleur faible (par rapport à son niveau de long terme), tendent à avoir des niveaux d'équilibre et de croissance plus élevés. Il s'agit d'une

convergence conditionnée car les niveaux d'équilibre du capital et de la production/travailleur dépendent de la propension à épargner, du taux de croissance démographique.

Chapitre II : de 1986 à 1990: La remise en cause par l'émergence du concept de capital humain comme support endogène de la croissance

Souvent appelé croissance endogène elle est définie comme étant un processus de croissance autoentretenu basée sur le rendement croissant avec une productivité marginale du capital positive et indépendante du stock de capital. Le travail des auteurs tels que Römer, Lucas et Barrow a été de chercher les dynamismes de l'économie qui lui permettent de croître durablement.

La théorie de la croissance endogène explique la croissance économique à partir de processus et de décision microéconomiques. La croissance économique est issue du système lui-même, le progrès technique est le fruit des investissements faits par les agents économiques la croissance est endogène. L'Etat peut jouer un rôle prépondérant dans le processus de la croissance en incitant les agents à investir davantage dans le progrès technique.

Elle trouve son origine dans les critiques de la théorie de Solow. La critique essentielle concerne le progrès technique : ce n'est pas un facteur de croissance exogène mais endogène car il est le fruit des investissements des agents. Le modèle de Solow n'expliquait pas la croissance, il signalait simplement que grâce au progrès technique, la croissance peut perdurer. En effet, Solow n'explique pas la croissance du revenu à long terme, mais le niveau stationnaire des variables par tête. L'introduction d'un progrès technique exogène n'est pas une réponse satisfaisante car elle conclut à la convergence des économies qui est chose impossible vue l'écart qu'il y a entre les pays riches et les pays pauvres. Il ne laisse aucune place à la politique économique.

Contrairement à Solow, la théorie de la croissance endogène suppose que la productivité marginale du capital ne décroît pas. L'arrivée des théories sur la Recherche et Développement, la diffusion progressive des innovations technologiques et les travaux de Paul Romer sont à l'origine des théories de la croissance endogène. Le premier modèle de croissance endogène a donc été publié par Paul Romer en 1986. Il part d'une fonction de production admettant un nombre variable de paramètres, correspondant aux différentes

catégories de biens d'équipement, et montre comment la R&D permet l'apparition de nouvelles catégories.

La croissance endogène est assimilée à un phénomène auto-entretenu par accumulation de quatre facteurs principaux qui sont l'accumulation de capital physique (Romer), la recherche-développement (Romer), l'accumulation de capital humain (Lucas) et les infrastructures publiques (Barro). Le rythme d'accumulation de ces variables dépend de choix économiques, c'est pourquoi on parle de théories de la croissance endogène.

Ces auteurs se fondent sur l'hypothèse que la croissance génère par elle-même le progrès technique. Ainsi, il n'y a plus de fatalité des rendements décroissants : la croissance engendre un progrès technique qui permet que ces rendements demeurent constants. La croissance, si elle génère du progrès technique, n'a donc plus de limite. À travers le progrès technique, la croissance constitue un processus qui s'auto-entretient.

Section 1 : Romer (1986) : idée, connaissance, innovation, capital technologique, le learning by doing les externalités et le rendement croissant:

Romer (1986) économiste américain contemporain pense que la croissance économique n'a rien de hasardeux, elle est le produit de structures volontaristes. Pour Romer la croissance provient d'elle même, c'est-à-dire endogène. Il met l'accent sur deux éléments : l'importance des droits de propriété dans le processus de recherche, et l'intérêt de la coopération entre les acteurs les droits de propriété garantissent que l'activité de recherche sera rentable pour celui qui cherche, puisqu'il bénéficiera de la rente de la recherche. En ce sens, il s'oppose à la notion de découverte comme un bien collectif, car ceci n'incite pas à la recherche, donc aux découvertes, donc au développement.

La coopération entre les acteurs, en particulier la recherche, l'université et l'industrie lui paraît fondamentale, mais également la liberté de circulation de l'information, qui accélère le processus de recherche. Dans tous les cas Romer et les nouveaux libéraux pensent, c'est bien la rentabilisation du processus de recherche qui justifie cette activité, et c'est cette activité qui garantit la croissance et le développement, celui-ci ne devant plus rien au hasard.

I. Le learning by doing(l'apprentissage par la pratique) et l'accumulation des connaissances

L'apprentissage par la pratique signifie la naissance des progrès technique, des savoirs faire, des compétences individuelles et collectives après la répétition d'une même opération exercée par un individu ou un groupe d'individu ou après leur familiarité accrue avec les problèmes de production. Cet individu arrive à travailler extrêmement vite car il mémorise, assimile, «routinise » les prescriptions qui leur est fait (Hatchul, 1994).

Formalisé par Arrow(1962) le *learning by doing* explique l'origine de la croissance par l'accumulation progressive des expériences et des savoir faire. Arrow (1962) avance que plus on pratique, plus l'efficacité de la combinaison productive s'améliore et delà s'en suit une croissance sur une longue période. En effet dues aux économies externes si une firme progresse dans sa production ou ses techniques, d'autres pourront l'imiter et réduire leurs cout de production, l'accumulation du savoir est donc fonction du nombre de firmes dans le secteur et de l'expérience acquise.

Quand à l'accumulation des connaissances elle fait suite à l'analyse de Arrow(1962) sur le *learning by doing*, en effet Romer (1990) affirme que c'est la production, la pratique qui accroissent les expériences, le savoir faire ainsi que les connaissances. Ces derniers étant forte favorise la productivité et par conséquent une croissance.

Cette accumulation a un effet cumulatif à cause des effets externes qu'elle dégage car une fois une connaissance performante est découverte par une entreprise, elle est tout de suite repris par d'autres firmes qui l'entourent par effet d'imitation ou le turn-over, d'une main d'œuvre ayant gagné du savoir faire, profitant ainsi de la productivité privée mais aussi de la productivité sociale.

II. Idée, innovation, la recherche-développement et l'accumulation du capital technologique.

D'abord Romer stipule que l'idée est source de connaissance innovante qui s'accumule et par la suite devient une croissance. En effet une idée mise en forme et testée conduit au changement technique, ajouté à cela l'intermédiation d'une nouvelle idée et sa mise en œuvre nécessite un long processus, une intervention de plusieurs personnes et a des couts élevé. En revanche une fois l'idée acceptée et les étapes franchis, le produit qui en

découle peut être multiplié à des couts moindres, un rendement croissant survient à la suite des exemplaires qui coutent moins chers. Le problème est que l'initiateur de l'idée encourt un risque sur la concurrence et ne récupère jamais pleinement sa première investissement contrairement aux concurrents qui eux, s'enrichissent.

Pour faire face à ce problème, des droits de propriétés intellectuelle sous forme de brevet ou de copyright sont établit au profit de l'inventeur pour qu'il bénéficie d'un monopole d'exploitation, limité dans le temps, sur l'œuvre sur ou le produit tiré de son travail. Et à la fin, plus les innovateurs n'espèrent tirer un profit important plus le changement technique s'intensifie.

L'innovation a pris naissance faces à difficultés rencontrées dans les anciennes techniques notamment néoclassique, à savoir l'insuffisance de la production, l'inadaptation à la demande, et les couts élevés des anciennes techniques. L'innovation ou le progrès technique est réintégré au cœur de la croissance, ce n'est pas un résidu par rapport à l'apport des facteurs de productions traditionnels endogènes qui sont le capital, le travail, les ressources naturelles, Romer considère l'innovation comme endogène car elle dépend du comportement, des initiatives, et du développement des compétences des agents économiques, d'où le caractère à rendement croissant de l'innovation qui augmente le stock de connaissance. La course à l'innovation de chaque firme est bénéfique pour tous d'où la croissance de l'économie.

Des grappes d'innovation mises en place par des capitalistes innovateurs provoquent le démarrage d'une phase de croissance. Quand les bénéfices de ces innovations se réduisent, l'économie entre dans une phase dépressive jusqu'à ce qu'une nouvelle vague d'innovations relance l'activité. Lorsque des activités nouvelles se développent, des activités anciennes disparaissent : c'est la destruction créatrice.

Contrairement aux approches néoclassiques, Romer reconnaît cependant que le marché ne suffit pas à assurer une croissance maximale à long terme. L'Etat a un rôle important à jouer, en apportant des aides aux innovateurs par le biais d'une fiscalité compensatrice (moindre taxation des bénéfices issus des produits nouveaux), de mesures juridiques incitant la recherche développement et les externalités de connaissances, de mesures anticoncurrentielles non dissuasives.

Romer(1990), a souligné l'importance des dépenses de recherche-développement dans le processus de la croissance, Beaucoup d'innovations ont lieu à la suite de dépenses de recherche-développement engagées par des entreprises qui cherchent à augmenter leurs bénéfices. inspiré par les travaux de phillipe Aghion et Peter Howitt(1992) visant une modélisation du processus de destruction créatrice, Romer a pu constater que plus les pays sont développés, plus il est nécessaire d'innover pour atteindre la frontière technologique² ainsi cette dernière pourra espérer une croissance soutenue, Tout cela fait appel alors à un fort investissement dans la recherche développement et aussi un environnement institutionnel adéquate pour faire croître la productivité globale des facteurs.

La recherche développement a un caractère de bien collectif car leur coût est indépendant du nombre d'utilisateur c'est à dire non rival: une même technique peut être utilisée simultanément par plusieurs agents, et non exclusive: la diffusion d'une idée peut se faire à un coût inférieur à son coût de production, et parfois même à un coût nul. La technologie est alors une source d'externalités de nature. Chaque chercheur peut profiter des découvertes des autres pour faire hausser sa productivité et aussi pour innover. Mais également, les autres chercheurs, c'est-à-dire, ceux d'aujourd'hui comme ceux de demain, useront également de ses propres découverts pour augmenter leur propre productivité et également pour innover.

Concernant l'accumulation du capital technologique, on remarque que les pays à niveau technologique élevé ont réussi leur développement, il est donc indéniable que l'accumulation de capital technologique favorise la croissance. La technologie peut être définie comme un «*ensemble de connaissances relatives à certains types d'évènements et d'activités associés à la production et à la transformation de matériaux* » (Resenberg, 1982, p394).de ce fait le progrès technique n'est autre que l'augmentation de la capacité des hommes à maîtriser la nature sous forme d'une productivité performante ou de nouveaux produits, par la suite se diffuse l'information qui sont des données transposables, c'est-à-dire la reproduction avec des cout marginal inférieur qu'au cout fixe de production, ce qui explique l'origine des externalités.

Selon Romer, inspiré par les travaux de Schumpeter(1912), l'innovation et la recherche-développement constituent le facteur résiduel cumulant la croissance, car une

² Niveau plus avancé de la recherche technologique

recherche-développement à pour effet d'accroître la croissance et celle-ci à son tour incite une innovation plus performante que la précédente pour garder la rente de monopole

Section 2 : Lucas et l'accumulation du capital humain(1988) :

Le capital humain a été initié par deux économistes de l'Ecole de Chicago dont Theodor Schultz et Gary Becker, ces derniers considèrent que l'éducation et la formation professionnelle sont des investissements.

Ensuite dans cette même lignée R.E Lucas (Prix Nobel en 1995) stipule que le capital humain constitue un stock de connaissance qui puise son origine à l'intérieur de la sphère économique et donne naissance à un flux de revenus futurs, étant donné que la croissance économique dépend en grande partie des efforts individuelle et sociaux, et ces derniers dépendent eux même de la capacité à épargner et à investir dans l'éducation mais cela nécessite des sacrifices en renonçant à certaines consommation.

Dans ce modèle « *la croissance est endogène et cumulative car la capacité en épargne de formation d'une économie dépend en grande partie du niveau de la production et donc de la croissance économique.* » (Montousse, 1999, p 81). En effet pour acquérir un niveau d'éducation plus efficace les efforts individuelles ne suffisent pas mais l'interaction d'un individu avec d'autre personne de même niveau le rend plus productif ainsi la productivité sociale d'une firme est supérieur à sa productivité privée.

Les dépenses assimilable à des investissements tels l'ensemble des formations, connaissances et bonne santé du travailleur c'est à dire de l'ensemble des capacités apprises par les individus le rendent plus productif, D'après Guellec en 2003, « *le capital humain désigne le stock de connaissances valorisables économiquement et incorporées aux individus. Ce sont non seulement les qualifications, mais aussi (et dans le cas de pays en développement) l'état de santé, la nutrition, l'hygiène* ». Ces investissement ont un cout mais ils doivent être entrepris dans l'expectative de gains futurs, pour cela il faut faire en sorte que les bénéfices escomptés dans le temps soit supérieure au cout actuel de l'investissement Au niveau de l'économie prise dans son ensemble et à long terme, on peut considérer que les dépenses d'investissement en capital humain (éducation, formation continue) sont des facteurs de croissance économique. La mesure numérique du capital humain reste néanmoins subjective, mais cela permet de montrer l'importance d'un système éducatif et de santé important.

Section 3 : Les infrastructures publiques Barro (1990)

Les coûts de construction des infrastructures publiques (telles que la construction des routes, le transport et la communication) sont toujours élevés pour être supportés par les entreprises privées alors qu'elles sont nécessaires à la production. L'Etat a donc pour rôle d'assurer la construction de ces infrastructures.

En générale, « *la contribution du secteur public à la croissance comprend les dépenses d'éducation (afin d'accroître le capital humain) et de recherche-développement, mais aussi celles d'infrastructures en matières de transport et de communication.* » (Montousse, 1999, p 82).

En effet Barro (1990) a fait l'analyse que le capital physique résulte des investissements opérés par l'Etat ou les collectivités locales, ainsi que ceux dépensés dans l'éducation et la recherche, c'est pourquoi il considère que le capital public n'est qu'une forme de capital physique. La croissance endogène notamment par l'intermédiaire de Barro (1990) souligne les imperfections du marché tel le monopole et l'appropriation de l'innovation du fait de l'existence d'externalités entre les firmes. En fait la propagation de l'innovation incite moins l'agent économique à investir dans la recherche-développement. L'Etat est appelé à entrer en jeu, en créant des structures institutionnelles pour soutenir la rentabilité des investissements privés et les activités indispensables pour la société, Il joue donc un rôle crucial dans le processus de croissance en incitant les agents à investir davantage dans le progrès technique. Cette théorie réhabilite le rôle structurel de l'Etat car il permet par exemple de discuter du niveau d'imposition, ou de la méthode de taxation en cas de congestion.

Comparé au modèle néoclassique dans laquelle le capital public n'était nécessaire que pour déterminer le niveau du revenu d'équilibre et que l'action volontaire des agents n'a pas d'influence décisive sur le rythme de la croissance; celle de Barro (1990) explique la trajectoire de la croissance à long terme des économies et montre que l'action des pouvoirs public peut avoir une influence durable sur la croissance et ce dernier fait naître des rendements d'échelle croissants à long terme car les infrastructures publiques permettent aux producteurs privés des économies internes.

L'action publique peut augmenter la productivité de l'économie, par exemple en augmentant le stock de capital humain (connaissances) ou les infrastructures publiques ou par l'encouragement des investissements dans le progrès technique, tout en facilitant la circulation des biens, des personnes, et de l'information. Grâce aux investissements publics dans les infrastructures, le coût de la production peut être indépendant de la quantité d'usage, le bien devient rival. Ainsi, la considération des rendements croissants et des effets d'échelle constitue une des explications de la hausse du rendement des investissements privés avec la densité du capital physique et humain.

I. L'intervention de l'Etat :

Afin de stimuler l'investissement, les nouvelles théories de la croissance apportent aussi un point essentiel sur la réhabilitation de l'intervention économique de l'Etat. Les externalités positives font naître des défaillances de marché et une situation sous optimale. L'intervention de l'Etat se justifie alors pour corriger ces failles. Dans une position de concurrence imparfaite, cela rétablit l'optimum social et privé. Si Solow (1956) qualifiait l'intervention de l'Etat comme étant nuisible, la nouvelle théorie la voit comme une origine de la croissance. L'Etat, pour inciter les entreprises à investir, protège leurs innovations par l'intermédiaire des brevets. L'investissement direct de sa part dans la recherche, l'éducation, la formation et les grandes infrastructures est une autre initiative.

Même si on reconnaît le rôle économique de l'Etat, il reste nécessaire de définir le montant optimal des dépenses publiques dans le but d'éviter le risque de surinvestissement ou de sous-investissement. En outre, le niveau de la fiscalité ne doit en aucun cas constituer un frein à la croissance. Ainsi, la réhabilitation des dépenses publiques se fait suivant une perspective structurelle de croissance à long terme. Le modèle de la croissance endogène est certes favorable à l'économie mais il préserve des limites.

Bref la particularité de la croissance endogène c'est l'apport explicatif sur le progrès technique qui résulte d'un phénomène autoentretenu par accumulation de quatre facteurs principaux dont : la technologie, le capital physique, le capital humain et le capital public, dorénavant le modèle néoclassique notamment celle de Solow est abandonné du fait qu'il expliquait mal la croissance qui peut perdurer avec le progrès technique.

Conclusion Partie I :

A travers cette partie, une rupture est marquante sur la considération de la croissance, il y en a ceux qui soutiennent l'idée d'un caractère exogène et ceux d'un caractère endogène.

Ainsi il y en a ceux qui parlaient de la croissance limitée tel : David Ricardo (1817) par ses rendements décroissants de la terre, Robert Malthus(1796) sur la croissance concernant la loi de la population et Marx (1844) avec sa vision sur la baisse tendancielle des taux de profit.

Quant à Harrod (1939) et Domar (1946) ils soutiennent une croissance illimitée mais instable tout en visant les conditions d'une croissance équilibrée. Et pour Solow (1956), la croissance est illimitée, stable, exogène par l'augmentation de la population et le progrès technique.

A l'encontre des théoriciens de l'ancienne théorie de la croissance, les tenants de la croissance endogène ont apporté des renouvellements à l'analyse de la croissance en stipulant le caractère endogène du progrès technique, outre les apports des théoriciens *Romer P.(1986)* sur le capital physique et la technologie, *Lucas R.E (1988)* sur le capital Humain, *Barro R. (1990)* sur le capital public, intermédiaire financier. Ces derniers soutiennent l'idée de l'intervention de l'Etat.

La prochaine préoccupation consistera à l'application des bases théoriques du capital humain dans l'analyse de la croissance à Madagascar.

PARTIE II : ANALYSE ECONOMIQUE DE LA TRAJECTOIRE DE CROISSANCE A MADAGASCAR

Depuis 1960, l'histoire économique malgache distingue trois politiques économiques distinctes correspondant à trois grandes périodes. La période où Madagascar était dans la zone franc, la période de l'étatisation de l'économie et la période de l'ajustement structurel :

- 1960-1971 : démarrage économique de la nouvelle République

Les caractéristiques macroéconomiques du pays révèlent une santé meilleure de l'économie :

- Le taux de croissance annuel moyen atteignait 3,6% ;
- l'inflation annuelle était modérée car elle n'a jamais dépassé les 10% ;
- le taux de croissance moyen annuel du PIB constant par tête ayant atteint 0,8%. Ce qui traduit une amélioration du niveau de vie des Malgaches.

- 1972-1981 : étatisation de l'économie malgache :

La période a été marquée par une intervention croissante de l'Etat sur le plan économique par la nationalisation de certaines grandes entreprises et le monopole de l'Etat sur certains produits dont le riz et la fixation des prix par l'Etat. Vers la fin des années 70 l'Etat a procédé à l'investissement à outrance. Les déficits budgétaires ont été financés par la création monétaire et par des emprunts extérieurs (année 1978-1980).

Cette politique s'est soldée par la stagnation voire le déclin des activités économiques, et par des inflations plus importantes. Il s'en est suivi une dégradation continue et rapide du niveau de vie des malgaches: le taux de croissance annuel moyen du PIB constant par tête était de -1,6% durant cette période. Le dérapage des investissements à outrance a déclenché la crise de la balance des paiements.

- 1982-2003 : retours au libéralisme économique et redressements économiques :

Madagascar, avec l'appui des Bailleurs, a mis en place de politiques de redressement économique ponctuées par deux crises majeures : celle de 1991 et la dernière de 2002.

La phase correspond à la mise en place du fondement du développement économique : libéralisation des prix, désengagement de l'Etat, assainissement des finances publiques, dévaluations de la monnaie nationale.

Chapitre I : L'échec d'une politique de croissance dominée par le transfert de technologie les années 1980 :

Section 1 : Contexte historique, politique, économique de Madagascar

La situation économique et sociale à Madagascar s'est détériorée durant la décennie 70 à 80. La conséquence de cette récession est marquée par un endettement profond, ce qui a permis aux institutions internationales tels le FMI (Fonds Monétaire International) et la Banque Mondiale ainsi que d'autres bailleurs de fonds internationaux dès le début des années 80 d'intervenir dans l'économie du pays. Leurs interventions ont pour but de remédier aux situations structurelles dominantes, notamment les désajustements structurels de la production et des échanges qui sont soumis au déséquilibre entre l'offre de production et la demande nationale. Cette situation induit d'autres déséquilibres dont ceux des balances de paiement. L'origine de ces déséquilibres structurels de l'économie malgache est liée aux différents facteurs aussi bien internes qu'externes.

I. Des difficultés à mobiliser le système productif :

Comme dans les autres anciens pays colonisés à vocation agricole au sud du Sahara, au moment de l'indépendance, l'économie malgache est structurée en économie de traite. La culture de rente (sisal, girofle, café, vanille, tabac, banane, coton, etc.) et les activités connexes telles la commercialisation et l'approvisionnement en agrofourniture occupent une place importante dans l'économie du pays. Les autres secteurs d'activités, notamment l'industrie et le service, sont entre les mains des investisseurs étrangers.

Au lendemain de l'indépendance, notamment dans la deuxième moitié de la décennie soixante et durant les années soixante dix, Madagascar a adopté des stratégies de développement avec le concours des bailleurs de fonds. Dans ce cadre de coopération au développement ils ont visé à moderniser l'agriculture par la mise en place et l'amélioration des infrastructures socio-économiques rurales. Les principaux objectifs visés sont : d'une part d'accroître d'une façon significative la productivité des petits et moyens exploitants agricoles par la mise en œuvre des différents instruments de politique de développement tels que les crédits institutionnels ruraux, la vulgarisation des techniques nouvelles de production, et d'autre part de promouvoir l'émergence du secteur industriel. Cette politique de développement rural a inclus d'autres volets, notamment les services sociaux pouvant contribuer indirectement à l'accroissement de la production. Malgré ceci et même si

l'agriculture possède des conditions de production favorables grâce aux climats tropicaux diversifiés (humide et sec) et de pédologie variée (sol argile, volcanique, alluvions, etc.), elle reste faible pendant long terme. Cette faiblesse de l'agriculture est liée surtout à des multiples facteurs de blocage tels que les problèmes socio-économiques, financiers, fonciers et à la prédominance de pôle d'archaïsation basé sur l'économie de subsistance. Par contre, l'agriculture occupe une place importante dans l'économie du pays. Environ 70 % de la population sont des ruraux. Depuis quelques décennies, le taux de croissance moyen de l'agriculture se stagne aux alentours de 2 % par an. De plus, l'agriculture assure la majeure partie des recettes d'exportation du pays : plus de 80 % de ces recettes sont obtenus par l'exportation des produits agricoles.

II. Les effets de la politique de la nationalisation :

Le choix de voie de développement adopté par le gouvernement technocratique durant la période de transition de 1972-1975 est marqué surtout par la rupture de l'accord de coopération avec la France (sortie de la zone franc et contrôle de change). Par conséquent, cela a entraîné un accroissement des rôles de l'Etat et une diminution de taux d'investissement étranger. L'Etat a entrepris une politique de nationalisation des entreprises étrangères (institutions bancaires, compagnies commerciales, des plantations, etc.). Il a pourtant mis en œuvre une politique de promotion d'industrie et d'accumulation des biens d'équipement avec les concours des bailleurs de fonds internationaux même si le taux d'investissement reste faible. Cette politique d'industrialisation a été menée aux dépens de l'agriculture d'exportation et de cultures vivrières.

Cependant, le faible dynamisme de la culture de rente (part des exportations des produits agricoles dans le PIB relativement faible), la politique de nationalisation, d'industrialisation et la fluctuation du prix des matières premières sur le marché mondial depuis les années soixante dix ont accentué la faiblesse et les déséquilibres de l'économie malgache. Cette situation a provoqué un déficit de la balance des paiements du pays, une dégradation de l'appareil productif, (notamment l'industrie, les réseaux de commercialisation et de transport) ; une diminution des prix réels aux producteurs et par la suite un infléchissement de l'agriculture malgache. Cette dégradation de l'agriculture se traduit par une baisse de revenus ruraux, un des facteurs déterminants de la pauvreté de population rurale à Madagascar.

III. Forte explosion démographique:

La forte croissance démographique connue à Madagascar depuis les trois dernières décennies accentue les déséquilibres de l'économie malgache. Les statistiques officielles montrent qu'entre 1975 et 1993, la population malgache a presque doublé : elle est de 7.604.000 habitants en 1975 contre 12.238.000 habitants en 1993. La population malgache, majoritairement rurale est inégalement répartie entre les six provinces comme suit : 29% de la population malgache vivent dans la province d'Antananarivo, 21% dans la province de Fianarantsoa, 16% dans la province de Toamasina, 15% dans la province de Toliara, 11% dans la province de Mahajanga et 8% dans la province d'Antsiranana. Elle compte en 1994 14 millions d'habitants avec une densité moyenne de 21 habitants par km². Cette densité se présente pourtant d'une façon inégalitaire : 61 habitants par km² dans la province d'Antananarivo, 27 habitants par km² dans la province de Fianarantsoa, 28 habitants par km² dans la province de Toamasina, 11 habitants par km² pour chacune des provinces de Toliara et de Mahajanga et de 22 habitants par km² pour la province d'Antsiranana. Cet important accroissement de la population a provoqué une forte accélération de l'urbanisation dans quelques villes et une forte croissance des besoins sociaux. La production nationale n'arrive plus à couvrir les besoins de la population en denrées alimentaires. Pour remédier cette situation, l'Etat est obligé annuellement d'importer une quantité importante de riz (INSTAT, 1994).

IV. Endettement et investissement à outrance

Avec l'avènement de la deuxième République, les priorités du régime socialiste (1975-1980), sont axées sur la politique d'investissement et le bien être collectif par la mainmise de l'Etat sur toutes les branches d'activités ou « Etatisation de l'économie ». La nationalisation et la promotion des produits domestiques, l'emprise de l'Etat sur l'orientation de la politique en matière d'investissement du secteur de production par une politique dite *d'investissement à outrance*³ ont été adoptées. Ce régime est financé sur endettement extérieur en particulier pendant la période 1979-1980 d'une part et par la création monétaire intérieure d'autre part. D'important financement a été contracté auprès des bailleurs de fonds privés (crédits privés à taux élevé et des crédits fournitures). La majeure partie des fonds empruntés a été injectée

³ En 1978, le gouvernement annonça la politique d'investissement à outrance par le biais d'un plan triennal de 1978-80 suivant le thème « l'agriculture est la base, l'industrie le moteur du développement économique », maxime qui fut interprété comme un passage d'une économie de type agricole vers une économie industrielle.

d'avantage dans le secteur industriel aux dépens de l'agriculture. Les investissements se sont faits avec des techniques capitalistiques, marqués surtout par une importante importation de biens d'équipement et de machines industrielles. La création monétaire intérieure a provoqué une importante dévaluation et une inflation galopante.

Dans le cadre de ce programme d'investissement, le pays a connu d'important surinvestissement et par la suite un surendettement. L'idée est de se réapproprier les moyens de production pour aider les Malgaches à se rendre maîtres de leur propre destinée. Mais cet investissement est inadapté aux infrastructures car il nécessite de grandes unités surdimensionnées. En plus le manque de débouché, les difficultés d'approvisionnement, de gestion, et la rigidité des prix se manifestent.

Bref il est une source de déséquilibre de l'économie en général avec un ralentissement de la croissance en 1979 de -9.7%. Un bon nombre d'industries créées à cet effet furent non opérationnelles et mal conçues. A cela s'ajoutent les coûts d'assistance technique très élevés, le problème de renouvellement des matériels usés et la difficulté financière pour l'approvisionnement des pièces de rechange et des intrants de production, entre autres la consommation intermédiaire (coûts des stocks et d'approvisionnement et de transports alourdis). Cette situation a entraîné une dégradation de l'industrie malgache et marque l'échec de la politique d'investissement de la période 1979-1980 (Blardone, 1995, p135-136)

Seul le secteur du service a connu une certaine amélioration. Une explosion de l'endettement extérieur est multipliée par 14 entre 1970 et 1980 et par 8,8 entre 1975 et 1980. Elle passe de 89 millions de \$ en 1970 à 184 millions de \$ et à 1257 en 1980. La balance commerciale a connu un déficit multiplié par 26, entre la période 1975 et 1980 (passant de 12,3 millions de \$ à 328) tandis que la balance des capitaux n'enregistre plus d'investissements directs (*Ibid*, p138-139).

Des déséquilibres se sont succédés : le déséquilibre entre le taux de croissance annuel moyen réel de la production par habitant et le taux de croissance de la population, le déséquilibre entre le taux de croissance de l'investissement réel et le taux de croissance de la production, le déséquilibre des balances de paiement, la diminution du revenu réel par habitant et la baisse du pouvoir d'achat. Ces situations sont aggravées par la crise pétrolière, et par une balance courante fortement déficitaire suite à l'explosion de l'endettement

extérieure. Par ailleurs elles ont conduit le gouvernement à négocier en juin 1980 le premier accord de politique d'ajustement structurel avec le FMI et pousser le pays dans l'ère du libéralisme.

Section 2 : Objet et mise en œuvre du Programme d'Ajustement Structurel à Madagascar (PAS)

Ces différents déséquilibres ont permis au FMI d'intervenir dans l'économie de Madagascar en préconisant une politique visant à transformer la situation du pays suivant leur propre orientation. Pour le FMI, les politiques d'ajustement structurel ont pour principal objectif de rétablir et de maintenir la viabilité à court terme des paiements d'un pays membre par des politiques de gestion de la demande.

Par ailleurs, ces politiques visent également à modifier à moyen terme les structures et la politique d'un pays assisté afin de l'insérer d'une façon maximale au commerce mondial. Les objectifs intermédiaires visés par ces programmes d'ajustement structure sont de restreindre la demande intérieure globale et de stimuler l'offre. Pour ce faire, différentes mesures sectorielles et institutionnelles sont mises en œuvre depuis le début des années quatre-vingt.

La première intervention du FMI dans l'économie de Madagascar dans le cadre des programmes d'ajustement structurel en juin 1980 est marquée par la mise en œuvre d'une politique d'ajustement traditionnel. Elle est destinée à rendre supportable le déséquilibre extérieur du pays permettant de régler les arriérés de paiement de sa dette et de payer normalement les sommes dues au titre du service de la dette.

Des mesures conjoncturelles et des réformes structurelles sont en effet retenues par le FMI. Les mesures conjoncturelles consistent à rééquilibrer l'offre et la demande (demandes publiques et des ménages) sous l'action des différents instruments financiers, monétaires et budgétaires (dévaluation, restriction de la monnaie et du crédit, restriction de déficit budgétaire par la diminution de dépense de fonctionnement et celle d'investissement, accroissement de recouvrement fiscal, instauration d'un taux de change flexible, suppression des subventions à la consommation, notamment sur le riz, etc.) et autres mesures liées à la dynamique de l'offre (par exemple la revalorisation des prix agricoles). Par contre, les réformes structurelles consistent à favoriser le secteur privé en privatisant les entreprises

publiques. Ils consistent également à pratiquer la libéralisation dans différents secteurs : libéralisation des commerces extérieur et intérieur, du marché des hydrocarbures, du transport aérien, des banques, etc.

La mise en œuvre de ces mesures s'étale en trois phases. Entre 1980 et 1984 : mise en œuvre d'une politique de stabilisation dont les mesures sont axées sur la demande, entre 1984 et 1989 : mise en œuvre des mesures structurelles pour relancer l'offre, pendant la période 1989-1996: un programme d'ajustement structurel renforcé (FASR) a été mené.

Madagascar a adhéré au FMI le 23 septembre 1963, ce qui lui disposait d'un quota de 51 millions DTS⁴ et est l'un des premiers à utiliser les DTS en fin 1977 avec 9.7 millions DTS. En juillet 1980, il y a eu retrait de la garantie de la COFACE⁵ après la politique d'endettement à tout prix auprès des systèmes bancaires. En effet Madagascar en état de cessation de paiement a signé avec le FMI un accord le 27 juin 1980. Et en avril 1981 Madagascar avait demandé l'abrogation de l'accord pour un montant de 109 millions DTS. Cet accord a permis un rééchelonnement des échéances des prêts gouvernementaux et des crédits garanties à plus d'un an sous réserve de mesures de redressement financier.

En juillet 1982 Madagascar a signé un nouvel accord « stand by » avec le FMI lui permettant d'obtenir un rééchelonnement de la dette et prêts de 60 millions DTS du club de Paris. L'octroi de 50 millions de DTS par le FMI a été subordonné à des critères de performance et aux mesures suivantes : la dévaluation de 15 % du franc malgache en mai 1982, la hausse du prix producteur de paddy de 47 à 65 FMG, la hausse des prix consommateurs respectivement de 75 à 140 FMG pour le riz ordinaire et de 145 à 300 F pour le riz de luxe, l'augmentation du prix de l'essence de 171 F en 1981 à 330FMG le litre, la libéralisation de la SINPA(société de commercialisation du riz), un déficit budgétaire inférieur à 8% du PIB en 1983.

Le plan de redressement financier a pour finalité de rétablir l'équilibre de la balance des paiements et du budget à moyen terme, et à réduire les pressions inflationnistes, par une action déflationniste sur la demande et par une relance de l'offre (Hugon, 1982, p474 à 482).

⁴ Le DTS a une valeur définie par un panier de 5 monnaies (il était le 6 mai 1982, de 1.1378\$ ou 342 FMG ; en 1983, il valait 445.8 FMG)

⁵ Coface : compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) agence spécialisée dans l'assurance crédit à l'exportation fondée en 1946

Le gouvernement devait adopter un nombre important de mesures de libéralisation au cours de l'année 1980. Mais dans la pratique, la mise en œuvre d'une politique de libéralisation et de déflation n'a démarré qu'en 1983 lorsque Madagascar a signé le 4ème accord stand-by avec le FMI. Sur le plan sectoriel, cette politique a permis de bénéficier d'aides sectorielles plus conséquentes. Pour l'industrie, il s'agit du Crédit d'Ajustement du Secteur Industriel (CASI). De plus, la signature de l'accord avec le FMI est assortie de critères dont certains touchent l'industrie, tels l'arrêt de nouveaux investissements financés par l'Etat et la libéralisation progressive des prix industriels. Le 5ème accord signé en 1985-1986 renforce ces mesures et se traduit par :

- la libéralisation des prix des produits industriels
- l'augmentation des prix des produits agricoles
- l'expansion limitée du crédit interne.

La politique industrielle à partir de 1982 vise surtout à valoriser les matières premières locales et à relancer des exportations. L'investissement à outrance conduit à une forte dépendance des grands projets vis-à-vis de l'extérieur. La faiblesse de la demande interne ne permet pas d'absorber l'offre supplémentaire. D'autre part, le déséquilibre extérieur résultant du financement extérieur des grands investissements contraint le gouvernement à faire de l'accumulation des devises comme l'un des objectifs de la politique industrielle durant les six années qui suivent le début de la libéralisation (Andrianarison, 1996, p.10-11).

En 1986, après la signature du 6ème accord de stand-by qui marque le début de la libéralisation du commerce extérieur, le gouvernement malgache a réaffirmé sa volonté de changer de cap. Le plan quinquennal (1986 -1990) reflète ce changement dans la stratégie de développement. Le point le plus important du plan est l'autosuffisance alimentaire se traduisant par un revirement de l'investissement au profit de l'agriculture et la mise en œuvre d'une politique de libéralisation. En ce qui concerne le secteur industriel, le plan s'oriente vers la capitalisation des acquis. Les dévaluations successives du Franc malgache réalisées au milieu des années 80 et l'instauration du régime de libre flottement du FMG en 1994, censées donner un nouveau souffle à l'économie nationale, n'ont pas également donné les résultats escomptés. Elles ont débouchés sur une inflation galopante et un renchérissement des prix des intrants importés par les unités industrielles locales. En effet, l'industrie locale souffre de l'absence d'industries en amont qui devraient l'approvisionner en intrants et en matériels. Elle

doit encore importer une part importante des machines et des intrants industriels dont elle a besoin.

Malgré la mise en place d'une «industrie autocentrée» et le renforcement des industries existantes prioritaires au moyen d'une politique appropriée de réhabilitation, de modernisation et d'extension, l'industrialisation du pays demeure faible à la fin des années 1980. Le poids moyen de l'industrie dans le PIB durant ces années tourne en moyenne à 11,5% du PIB réel, et le taux de croissance annuel composé de la valeur ajoutée industrielle était de l'ordre de 3,35% entre 1983-1990. Cependant, la crise socio-politique de 1991 a encore détruit l'élan de croissance obtenu durant cette décennie d'ajustement structurel. Le pays n'a pas jusqu'à maintenant élaboré une réelle politique d'industrialisation. C'est l'une des raisons principales de l'échec de la libéralisation et de la vision d'aller vers une économie de marché de cette époque (Andrianarison, 1996).

Chapitre II : L'ajustement structurel pour relancer la croissance à partir des années 90

Après le premier PAS l'histoire politique de Madagascar a subi une transition entre 1991-1993 : Une grève de 7 mois compromet le processus de redressement et balaie les timides résultats obtenus par l'application des PAS. Le produit intérieur brut a chuté de 6.4% et l'inflation a augmenté de 9%, d'où les difficultés de trésorerie vis-à-vis de l'extérieur (pénurie de devises, accroissement de la dette). Les investissements ont baissé et les projets inscrits au programme d'investissement sont bloqués. Dans certains cas, à peine 10% des subventions promises par les bailleurs de fonds ont été engagées. La perception des recettes a été très faible. Ainsi il y a eu une très forte augmentation du déficit, il a été multiplié par huit.

En 1992, la croissance a repris timidement mais l'inflation a encore montée de +16%, la situation sur le plan international s'est aggravée : déficit budgétaire accru, balance des paiements déficitaire.

Cependant des efforts menés par les acteurs locaux à travers diverses stratégies ont été menés et approuvés par les partenaires financiers sous forme d'un nouvel ajustement pour mobiliser la croissance, dans ce chapitre nous allons énoncer ces différentes stratégies.

Section 1 : Une mobilisation interne de la croissance :

La mobilisation interne de la croissance se fait surtout par l'établissement des programmes. Ces programmes sont élaborés par l'Etat, puis approuvés et financés par les bailleurs de fonds tandis que le PAS est imposé par ces derniers. Dans cette section on va aborder le document cadre de politique économique (DCPE).

I. Le document cadre de politique économique (DCPE)

Le programme d'ajustement structurel a des effets non négligeables sur les revenus et sur les conditions d'existence de la population qui ont aggravé la pauvreté des malgaches. Pour faire face à cette situation, en Septembre 1996, Madagascar a adopté une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté avec l'assistance des bailleurs de fonds. Les grandes lignes de cette stratégie sont présentées dans le Document cadre de politique économique (DCPE) confirmé pour la période 1999-2001. Celui-ci n'est autre que l'un des trois principaux instruments du programme d'ajustement structurel⁶.

L'objectif principal visé par cette stratégie est de lutter la pauvreté par le désengagement de l'Etat dans le secteur productif. Le but de cette initiative est de créer un environnement socio-économique favorable pour le secteur privé, d'une part et d'améliorer le fonctionnement interne de l'administration en termes de production de biens et services collectifs, d'autre part. Le second objectif est l'action menée par l'Etat, orientée dans les domaines de services sociaux à savoir l'éducation primaire, la santé de base, la sécurité publique pour permettre aux couches les plus pauvres d'améliorer leur situation.

Dès lors, la création d'un environnement socio-économique favorable est marquée par la poursuite des actions de privatisation, notamment des grandes entreprises publiques, à savoir la Banque nationale de développement rural (BTM), la télécommunication (TELMA), la compagnie aérienne nationale (AIR MAD), la société de distribution des carburants (SOLIMA), la gestion des aéroports, etc. Des mesures visant à développer l'implication de la privatisation dans d'autres secteurs, sont également entreprises, notamment l'adoption de nouvel code minier, de politique foncière concernant des zones touristiques, etc. A cela s'ajoute des réformes dans les finances publiques (adoption de politique d'exonération de

⁶ Le crédit d'ajustement structurel de la banque Mondiale et la facilité d'ajustement structurel renforcée du FMI sont parmi les principaux instruments du PAS.

taxes sur la valeur ajoutée, taxes douanières pour certaines marchandises) et dans la fonction publique (application des principes de New Public Management, adoption de statut de la fonction publique). Des mesures visant à améliorer les déséquilibres macro-économiques sont aussi poursuivies : amélioration des recouvrements fiscaux, modulation des dépenses publiques en fonction des rentrées fiscales, contrôle de l'expansion monétaire, etc.

D'après le rapport du secrétariat technique de l'ajustement structurel les grands objectifs macro-économiques pour l'année 1999 ont été en général atteints. Il a confirmé que la croissance économique et la réalisation fiscale ont pu dépasser l'objectif⁷ et les dépenses publiques ont été plus conformes au programme. Ces différents résultats sont renforcés par une politique de réduction et d'allègement des dettes de Madagascar selon l'Initiative PPTE (Secrétariat Technique de l'Ajustement, Mars 2000, p91).

II. Des stratégies sectorielles du DCPE pour l'amélioration du capital humain :

Une restructuration des dépenses de l'Etat est nécessaire pour soutenir la croissance et permettre au plus démunis de participer au développement de Madagascar. Les investissements dans la santé de base et l'éducation primaire devront être considérés comme une priorité.

⁷Croissance plus forte que prévue des activités primaires et un dépassement annuel de 19,7 milliards de franc malgache de la réalisation fiscale

1. La Santé :

L'objectif du gouvernement est d'accéder la population à un service de santé de base de qualité. Une double stratégie y est adoptée : celle du développement du secteur privé et celle de l'amélioration du service public. Il s'agit de réhabiliter les formations sanitaires de base dans le cadre des districts de santé et de mettre en place un centrale d'achats, de statut privé, qui assurera l'approvisionnement des formations sanitaires publiques et privées à but non lucratif, et la passation des marchés publics correspondant en fin 96.

La participation financière de la population aux coûts des médicaments, sur le mode d'une gestion communautaire de type pharmacie villageoise renforcera la réforme. L'Etat affectera aussi les ressources nécessaires pour les actions de prévention et de lutte contre les maladies telles que le paludisme, la diarrhée, la tuberculose, la bilharziose et les MST/SIDA.

2. L'éducation et Formation :

Le centre d'étude se focalise surtout sur l'enseignement primaire afin d'améliorer sa qualité en réhabilitant les infrastructures, en redéployant le personnel enseignant en fonction des besoins réels déterminés en concertation avec les collectivités décentralisés, en renforçant les mesures de motivation des enseignants, en relevant le niveau du corps professoral, et en améliorant la gestion des écoles. La campagne d'alphabétisation pour les adultes et les opérations d'animation rurale sont relancées. Le gouvernement prévoit la mise en place d'une formation professionnalisante facilitant l'accès à l'emploi et contribuant à l'amélioration des performances des entreprises. Ces efforts seront adaptés à la demande en renforçant le rôle du secteur privé dans le nouveau conseil national de formation technique et professionnelle. Parallèlement, le gouvernement poursuivra le redressement de l'enseignement supérieur

Section 2 : les politiques de lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie de la population malgache

I. Le Document de Stratégie pour la réduction de la pauvreté DSRP

1. Généralités sur le Document de Stratégie pour la réduction de la pauvreté

Le DSRP est né à l'issue de l'échec de la politique menée par la banque mondiale et le FMI. Ceci fait suite à une adoption d'une politique élaborée par les acteurs locaux et approuvée par

les bailleurs de fonds. Ainsi les objectifs des partenaires dans le cadre du PAS sont transformés en politique de lutte contre la pauvreté notamment l'amélioration du bien être et celle du capital humain.

C'est grâce à l'élaboration du DSRP en décembre 2000 que Madagascar a pu bénéficier de l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (IPPTE). Le DSRP final a été établi au mois de mai 2003 et une première mise à jour a été faite au mois de juillet de cette année. C'est au mois de novembre 2004 que Madagascar a atteint le point d'achèvement. Au mois de juin 2005, une deuxième mise à jour du DSRP a été effectuée. Ce DSRP est composé de trois axes stratégiques et de 15 programmes.

Le suivi de la mise en œuvre du DSRP, a commencé au mois de juillet 2003 jusqu'au mois de décembre 2006, a été réalisé suivant un processus participatif et continu avec la participation de tous les acteurs de développement, au niveau central et au niveau régional.

Ainsi nous allons essayer de voir la mise en œuvre du DSRP, de présenter les réalisations effectuées et les résultats atteints par rapport aux objectifs de l'année 2006 en identifiant les principales contraintes rencontrées et les défis à relever

Tableau 1 : Analyse comparative du PAS et du DSRP :

Politiques appliquées	PAS	Stratégie de lutte contre la pauvreté
Objectif principal	Ajustement structurel	Lutte contre la pauvreté
Intitulé des instruments	<ul style="list-style-type: none"> -Document cadre de la politique économique (DCPE) -Crédit d'ajustement structurel (CAS) de la Banque mondiale -Facilité d'ajustement structurel renforcée (FAS) du FMI 	<ul style="list-style-type: none"> -DSRP crédit de soutien à la réduction de la pauvreté (CSRP) -facilité de la réduction de la pauvreté et de la croissance (FRPC)
Traitement de la dette	Indirect par le club de paris	Allégement de la dette selon l'IPPTE

Elaboration de la politique	Imposée par le IBW Secret	Elaborée par les pays bénéficiaires mais les principaux actes stratégiques sont élaborés par le IBW Processus participatif Transparence
Prise en compte de spécificité des pays	Faible	forte
Financement	Priorité : aide, projet	Aide budgétaire
Indicateurs de suivi et de conditionnalité	Indicateurs des moyens	Indicateurs des résultats

Source : CLING J.P. (2003)

2. Les programmes d'amélioration du capital humain dans l'axe stratégique social du DSRP

Dans le programme de développement du niveau éducatif de la population et de la recherche pour l'éducation fondamentale : les objectifs fixés pour le ratio élève instituteur, le taux d'achèvement et le taux net de scolarisation ont été atteints. Malgré la réalisation d'actions de renforcement de capacité et d'équipement des structures de proximité, l'objectif sur le pourcentage de redoublement n'a pas été atteint.

Au niveau de l'augmentation de la capacité d'accueil, il est à noter la faible performance réalisée dans la construction de nouvelles salles de classe (42%). Dans le cadre de l'amélioration des compétences dans le monde du travail, les résultats obtenus sont satisfaisants dans la formation et le perfectionnement technique des jeunes et techniciens. On constate la réalisation de certains travaux préparatoires pour le basculement vers le système LMD par l'acceptation des différents partenaires publics et privés du nouveau système.

Dans le domaine de la santé publique : d'abord au niveau de la santé infantile, les résultats sont satisfaisants. Ensuite le taux de couverture de personnel des CSB1 et CSB2 réalisé au cours de l'année est de 92%. Ce taux reste stationnaire par rapport à celui réalisé en 2005. Par contre, les résultats en matière de taux de consultation en médecine curative dans les CSB sont encore faibles. Les objectifs en matière de taux de disponibilité des médicaments sont en

majorité atteints. Malgré cela la promotion de la maternité à moindre risque (MSR) et le taux d'accouchement avec assistance professionnelle dans les CSB demeurent encore insuffisants.

Pour le planning familial : en matière de taux de couverture contraceptive, les objectifs fixés pour 2006 sont atteints à 78% et le taux réalisé (15,2%) est en forte progression par rapport à celui réalisé en 2005 (5,6%).

Dans le cadre de la lutte contre le VIH / SIDA : la réalisation des actions de sensibilisation des leaders par communes a été effectuée d'une manière satisfaisante. Quant à la mise en place des CNLS, les objectifs sont presque atteints. Les résultats sont effectifs en matière d'émissions d'informations et de sensibilisations télévisées et les objectifs en matière de pourcentage de poches de sang testés sont atteints. Le taux de prévalence du SIDA parmi les femmes enceintes, reste toujours inférieur à 1%.

Dans le domaine de la nutrition : en matière d'intensification de la lutte contre la malnutrition, le taux de prévalence de la malnutrition chronique dans les sites communautaires à la fin de l'année 2006 a été de 26,80%, chez les enfants de moins de 5 ans. Les objectifs sur le déparasitage d'enfants sont atteints. Concernant les objectifs visant à intensifier l'accès à l'information de lutte contre la malnutrition, la stratégie nationale de Communication en Nutrition a été élaborée et 120% des objectifs d'émissions radiophoniques ont été atteints.

Pour le programme d'amélioration de l'accès à l'eau potable et assainissement : au niveau de l'objectif visant à améliorer l'accès en eau potable, le taux de desserte en eau potable réalisé en 2006 (39,6%) reste au même niveau que celui en 2005. En ce qui concerne l'assainissement, des réalisations significatives ont été effectuées dans la construction de latrines.

Dans le cadre du programme de réduction de l'exclusion et protection sociale : en matière d'Education non formelle, de bons résultats ont été obtenus en augmentant l'effectif des alphabétiseurs, le nombre d'éducateurs spécialisés formés et le nombre d'adolescents alphabétisés et éduqués.

En matière de filets de sécurités et de réponse aux chocs : les principaux résultats sont satisfaisants par rapport aux objectifs. Des emplois temporaires ont été créés dans les

différentes régions. Des infrastructures communautaires ont été construites à travers le système HIMO (haute intensité de la main d'œuvre).

Dans le domaine social : les réalisations les plus pertinentes au cours de l'année 2006 concernent les secteurs de l'éducation, de la santé et de la culture. Pour le Programme Education pour Tous, la plupart des objectifs pour 2006 ont été globalement atteints au niveau des régions. Les résultats les plus pertinents se portent notamment sur l'amélioration de la qualité de l'éducation fondamentale reflétée par la conjugaison de l'amélioration du Taux d'achèvement et de la réduction du pourcentage de redoublement au niveau primaire.

II. Le plan National d'action pour le redressement social PNARS (1994-2000) :

Madagascar subit une pauvreté intense dans les années 90, car presque la moitié des forces vives sont considérés comme exclues des processus socio économique et du développement humain, pour lutter contre la pauvreté et améliorer le capital humain. Il s'avère indispensable de mettre en place des mesures d'ordre social, économique et environnemental visant tout à la fois l'Etat (le niveau macro), les collectivités locales (le niveau méso) et les familles (le niveau micro).

Cette stratégie devrait être axée sur les ressources matérielles et humaines et engloberait la mise en place d'un filet de sécurité, l'amélioration de la couverture sanitaire, l'éducation de base et l'alphabétisation, la valorisation du rôle des femmes, des jeunes, la lutte contre l'exclusion sociale et la marginalisation ainsi qu'un meilleur fonctionnement administratif. Le but du PNARS est de fixer en année 2000 des objectifs de redressement social pour rétablir le développement humain du pays afin d'atteindre une croissance économique soutenue et durable à 6% l'an. les enfants, les femmes et les mères, les 4'mis mendiants, sans emplois ou sans domicile ,les sinistrés, les ruraux enclavés ou urbains marginalisés sont les bénéficiaire de ce plan. des engagements solennels participent au fondement de ce plan dont : le sommet mondial pour les enfants le 30 septembre 1990 qui veille à la réduction de la mortalité infantile et maternelle ainsi qu'à leur éducation et leur santé, ensuite le sommet à Rio le 5,7 juin 1992 qui stipule un développement durable pour les générations futures, et enfin la politique nationale de la population en 1990 dont le but est d'améliorer la qualité de vie et de favoriser l'instauration d'un bien être pour toute les catégories de population. Le PNARS propose 21 objectifs à atteindre pour l'an 2000 appuyés

par des stratégies adéquates, et un plan de financement qui tient compte des engagements souscrit par les bailleurs dans le cadre du PIP 1994,1995.

Le PNARS tend à déployer surtout les forces locales, il est donc plus endogène et vise un développement autocentré, ce qui est favorable pour un renouveau de travail conjoint avec les partenaires du développement dont : la conversion d'une partie de la dette, un réajustement des mesures des programmes d'ajustement structurel, des garanties pour nos recettes d'exportation. Le redressement social par des filets de sécurités est une réponse à court terme mais des changements structurels dans le domaine de l'éducation et la santé sont primordiaux.

1. Enseignement primaire et éducation non-formelle :

Les objectifs sont : - d'universaliser l'enseignement primaire tout en améliorant la qualité de l'enseignement pour faire en sorte 80% des enfants d'âge scolaire achèvent le cycle primaire

- De ramener le taux d'analphabétisme de 25% à 12.5% de la population malgache et de créer ensuite un environnement lettré de manière à maintenir et à valoriser les acquis des néo alphabétisés.

2. La santé et la nutrition :

Pour la santé et la nutrition les objectifs sont les suivants :

- Faire en sorte que tous les couples aient accès à l'information et aux services nécessaires pour prévenir les grossesses prématurées, trop rapprochées, trop tardives ou trop nombreuses ;
- Atteindre un taux de couverture vaccinale de 80% contre la diphtérie, la coqueluche, le tétanos, la poliomyélite, la rougeole et la tuberculose pour les enfants de 0 à 11 mois et de 75% contre le tétanos chez les femmes en âge de procréer ;
- Faire en sorte que 50% des femmes enceintes aient accès aux soins prénatales et qu'elles soient assistées lors de l'accouchement par des personnes formées à cet effet ;
- Atteindre un taux d'utilisation pour les soins curatifs essentiels (IRA, paludisme,...) de près de 100% dans les formations sanitaires revitalisées et un taux d'utilisation de la TRO de 80% ;
- Réduire les carences en micronutriments :taux d'anémie ferriprive chez les femmes enceintes de 6mois à 25%, troubles dus à la carence en iode presque totalement, éliminer presque totalement l'avitaminose A ;

- Augmenter le taux d'allaitement maternel exclusif durant 4-6 mois de 42% 1992 à 80% et maintenir le taux d'allaitement à 95% jusqu'à 2 ans tout en donnant des aliments d'appoints ;
- Faire connaître les moyens d'accroître la production alimentaire et fournir les services d'appui nécessaire afin de garantir la sécurité alimentaire des ménages ;
- Lutter contre les maladies sexuellement transmissibles et prévenir les risques du SIDA.

3. La finance publique :

Une bonne gestion des finances publiques est indispensable pour stopper l'inflation, étant donné que certaines couches ont du mal à supporter les effets des mesures d'ajustement structurel, l'intervention de l'Etat est donc souhaitable par l'intermédiaire des filets de sécurité par le budget. il s'agit d'une gestion conjoint des finances publiques et des mesures macroéconomiques sans que l'un ou l'autre soit délaissé.

Concernant le budget en 1996 et le PIP (programme d'investissement public), elle devrait essentiellement faire ressortir la volonté du gouvernement de renoncer aux dépenses non prioritaires pour les affecter aux priorités de sa politique dont les grandes lignes sont exposés dans le DCPE, et qui a été présenté à l'assemblée nationale et discuté avec les bailleurs de fonds.

L'objectif principal de la politique budgétaire est donc de réduire le déficit des finances publiques au cours de l'ajustement structurel et qui se résume en deux points :

- la croissance des dépenses de fonctionnement, c'est-à-dire des dépenses en bien et services devra être limitée tout en maintenant en termes réels et par habitant le niveau des ressources allouées aux dépenses prioritaires de santé et d'enseignement primaire ainsi que l'entretien des investissements ;
- le gouvernement placera donc la priorité sur les infrastructures, les ressources humaines et la lutte contre la pauvreté, et l'investissement public ne sera qu'une forme d'appui au développement économique notamment du secteur privé.

Ainsi un programme d'aides sociales s'inscrivant dans le cadre du dispositif du filet de sécurité a été proposé et finalisé en juin 1995 pour atténuer les impacts à court terme du programme d'ajustement structurel. Un montant de 30 milliards de FMG a été débloqué : dont

12.6 milliards destiné à l'éducation, 12.6 milliards à la santé publique et 4.8 aux actions sociales.

III. Politique Nationale de la population 1990-2001:

Afin de donner à la population malgache un dynamisme pour activer la croissance économique, les dirigeants n'ont cessé de chercher des stratégies et des partenariats dont leur participation aux différentes conférences tant régionales qu'internationales par exemple Sommet de l'enfance 1990, RIO 1992, Beijing 1999, Copenhague 1995. Ces conférences ont pour but d'améliorer le capital humain et de promouvoir le développement. En effet de nombreuses politiques internes découlent de ces sommets. Le développement socio-économique est ainsi basé sur la politique de la population.

La politique nationale de la population a trouvé son origine en 1984 lorsque Madagascar a entamé un processus d'intégration des variables démographiques dans les plans et programmes de développement. Cette décision était prise à la suite de la recommandation de la conférence mondiale sur la population à Mexico en 1984. A cet effet, la politique nationale de la population pour le développement économique et social (PNPDES) a été formulée. Elle a été adoptée avec l'appui financier du FNUAP (Fonds des Nations Unies pour la population) et de l'USAID, en 1990.

A la suite de ces travaux, le gouvernement a élaboré la politique nationale de la population (PNP) constituant la traduction opérationnelle de la PNPDES.

- **Sous tutelle du Ministère des Finances et de l'Economie (MFE) la PNP a pour principaux objectifs :**

- Augmenter l'espérance de vie de 52 ans (RGPH93) à 54 ans ;
- Réduire la mortalité infantile de 96 pour 1000(EDS) à 76 pour 1000 naissances vivantes (politique nationale de santé PNS) ;
- Réduire la mortalité maternelle de 570 pour 100000 (EDS 92) à 300 pour 100000 naissance vivantes ;
- Réduire l'indice synthétique de fécondité (ISF) de 5,9 (EDS 97) à 5 (plan directeur de la santé) ;
- Augmenter la couverture vaccinale de 36%(EDS 97) à 90% (plan directeur de la santé) ;

- Augmenter le taux de prévalence contraceptive moderne de 9,7% (EDS 97) à 20% pour les femmes en union et de 7,3% pour l'ensemble des femmes ;
 - Réduire de 50% la prévalence des MST (PNS) et atténuer la propagation du SIDA;
 - Réduire de 50% la prévalence de la malnutrition (PMS) qui est actuellement de 48,3 (EDS 97).
- **Entre autre la PNP a certains objectifs spécifiques :**
 - La maîtrise des composantes de la croissance démographique en vue d'un développement durable et équilibré ;
 - Assurer l'accès aux services sociaux de base des populations urbaines et rurales ;
 - Assurer la protection des groupes vulnérable: enfants, jeunes, femmes, personnes handicapées et famille déshéritées) ;
 - favoriser la participation communautaire et le dialogue social ;
 - lutter contre la pauvreté ;
 - promouvoir la capacité interne de mobilisation des fonds pour la pérennisation des actions de développement. Le FNUAP a approché son appui dans le projet « mise œuvre de la PNP ».

Ces différents objectifs spécifiques de la PNP traduisent les stratégies mises en œuvre par le gouvernement dans le cadre de la réduction de la pauvreté. En matière de santé, le gouvernement a tracé les lignes directrices de sa politique dans le document de la politique nationale de santé en Avril 1996. Dans le domaine d'éducation, concevoir les bases d'un partenariat fructueuse aux nombreux bailleurs de fonds .Un certain nombre de mesures ont été prises par la mise en œuvre des projets adoptant, en particulier, des stratégies à base communautaire. Il y a aussi la SECALINE (Projet Surveillance et Education des Ecoles et des Communautés en matière d'Alimentation et de Nutrition Elargie), le fonds d'intervention pour le développement (FID), le projet nutrition à assise communautaire (NAC).

Le FNUAP apporte son assistance dans la mise en œuvre de la PNP selon le rapport du ministère des finances et de l'économie en 2001 (MFE, 2001).Les principaux apports du FNUAP consistent à :

- La mobilisation des ressources requises pour opérationnaliser la PNP,

- Du renforcement des capacités techniques, institutionnelles et organisationnelles des ressources humaines.

Ces dernières sont impliqués dans les structures de mise en œuvres de la PNP : en planification, gestion, suivi et évaluation ainsi qu'en intégration de la dimension population dans le processus de développement.

- Au renforcement du consensus national sur la PNP par un « plaidoyer et in lobbying actif » (MFE, 2001) vis-à-vis des décideurs politiques, technicien, bailleurs de fonds, etc.
- La réactualisation des indicateurs de la PNP au niveau des objectifs.

Chapitre III : bilan comparatif des deux décennies sous l'ajustement structurel

Malgré la reprise timide de la croissance grâce aux efforts entrepris par l'Etat et les partenaires financiers, l'ajustement structurel a laissé de conséquences entravant la marche vers la croissance. ainsi dans ce chapitre nous allons analyser les échecs et les conséquences néfastes du PAS qui ont entraîné la population dans une pauvreté intense et ensuite observer les efforts entrepris par les divers stratégies interne et enfin donner une réflexion sur la corrélation entre la croissance et le capital humain.

Section 1 : la croissance sous l'ajustement structurel 1980-1990:

I. Les effets des politiques de rééquilibrage macroéconomique

Les effets des politiques d'ajustement structurel dans l'économie malgache, notamment sur la production varient selon les secteurs d'activité. Selon les indicateurs macroéconomiques durant les deux premières phases d'ajustement structurel, notamment pendant la période 1980-1988, Madagascar a connu une stagnation de la production : le taux de croissance annuel moyen de la production devient négatif (-0,1%) par rapport aux deux périodes précédentes 1970-1975= (0,8%) et 1975-1980= (1,2%). Par contre, à partir de 1989,

le taux de croissance annuel de la production réelle redevient positif (1989 : +4,2%) (Blardone et al, 1995, p.141-144).

Au niveau sectoriel, l'agriculture a enregistré un redressement : en 1980, la part de l'agriculture dans le PIB est de 36,1% contre 40,4% en 1989. Entre 1980 et 1989, l'agriculture trouve une croissance réelle positive de 1,3% par an tandis que le taux de croissance démographique est de 2,8%. Cela se traduit par un déficit alimentaire pour la population. Par contre, l'industrie et le service ont connu un important recul. En ce qui concerne la période 1991 et 1994 : la situation économique et financière s'est dégradée, suite aux effets du trouble politique en mai 1991. Et le revenu réel par habitant a baissé de 12%. L'agriculture reste le secteur important de l'économie en termes de PIB même si l'industrie et le service ont enregistré une légère amélioration.

En ce qui concerne le freinage de la demande en vue de redresser les déséquilibres interne et externe, pendant ces deux premières périodes d'ajustement, la consommation publique a diminué au taux annuel de -4,5% tandis que le PIB par habitant a fléchi au taux annuel de -3,22%, suivi d'une importante série d'inflations. L'un des objectifs visés par le programme est donc atteint.

Pour la période de mise en œuvre du programme d'ajustement structurel renforcé (FASR), notamment entre 1989 et 1991, un taux de croissance annuel moyen de la production réelle de 3,5% est atteint. En ce qui concerne la demande, les mesures mises en place entraînent un taux d'investissement public d'environ 10% du PIB. Malgré le freinage de la demande, le déséquilibre Production-Demande et le déficit de balance des paiements persistent et s'aggravent pendant la période 1991-1994 (baisse du volume et des recettes d'exportation, augmentation de l'importation, baisse des prêts extérieurs au secteur public).

Les Programmes d'Ajustement Structurel, tout en privilégiant les finalités économiques du développement, ont négligé les conséquences sociales des mesures entreprises, notamment la détérioration des conditions de vie des couches les plus vulnérables de la population. La nécessité de prendre en compte cet autre aspect du développement a abouti au lancement, en 1987, par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque Mondiale du programme dénommé Dimension Sociale de l'Ajustement (DSA). L'enquête intégrale réalisée en 1993 à Madagascar et les deux enquêtes sur les priorités prévues pour Madagascar, plus communément appelé « Enquête Prioritaire » (EP)

s'inscrivent dans le cadre de ce processus. En effet, l'exécution de tout programme nécessite un système d'informations hiérarchisées et à jour sur lesquelles puissent se baser les réflexions théoriques et les décisions de politique économique.

Actuellement, ces enquêtes prioritaires de l'Institut National de la Statistique sont financées uniquement par la Banque mondiale et le Gouvernement malgache à travers le Projet d'Appui Institutionnel à la Gestion Publique (PAIGEP).

II. Les Mesures de chocs imposés par le PAS:

1. Diminution du pouvoir d'achat des populations.

- Le cas des fonctionnaires :

Dans la gestion de l'administration publique, le programme d'ajustement structurel vise à la fois à réduire les lourdeurs administratives et les dépenses de fonctionnement au minimum. La politique de restriction de déficit budgétaire menée par le gouvernement malgache depuis la mise en œuvre de ce programme a provoqué une diminution des dépenses de fonctionnement de l'administration. Cette diminution de dépenses est réalisée grâce à la réduction de l'effectif de fonctionnaires. À cet effet, différentes mesures ont été prises telles que l'établissement de leur nombre exact, la suppression des fonctionnaires fictifs dans différents départements ministériels, la redéfinition des compétences et des postes, l'application des retraites anticipées de personnel moins qualifié, le licenciement des mains d'œuvres contractuelles, etc. En effet, le nombre de fonctionnaires est réduit à un pour cent de la population, c'est - à - dire un fonctionnaire pour 100 habitants.

Lors des liquidations de différents périmètres irrigués et des certaines entreprises publiques, plusieurs employés qui ont des contrats à courte et à longue durée ont été licenciés dont certains d'entre eux se trouvent depuis lors dans un chômage de longue durée. La plupart d'entre eux opèrent dans les activités informelles pour assurer leur survie parce que la capacité d'absorption d'emploi dans le secteur formel est largement insuffisante. Seuls les cadres supérieurs ont pu bénéficier des reclassements dans la fonction publique.

L'inflation a également affecté d'une façon significative le pouvoir d'achat des fonctionnaires. Entre 1980 et 1988, l'inflation évolue à un taux de croissance moyen de 18,3% par an alors que le taux de croissance annuel moyen de salaire est d'environ 7%. A cela

s'ajoute une baisse de pouvoir d'achat de 57%. Pour compenser la perte, un nombre important de fonctionnaires a également contraint de recourir à des activités informelles.

Pour les autres salariés agricoles et urbains, leur pouvoir d'achat se voit à une baisse de 32% pendant ce période.

- Les cas des agriculteurs :

L'agriculture a été un secteur privilégié par le programme d'ajustement structurel. Il est donc légitime d'y mettre un peu plus d'accent. Pour ce qui concerne les revenus des producteurs de riz principale culture vivrière du pays, entre 1976 et 1982, le prix du riz au producteur diminue de 33%.

La production est passée de 1, 865 millions de tonnes à 2,109 millions de tonnes pendant la 55 Période 1970- 1980 alors que la production par habitant fléchit (forte croissance de population). Depuis 1976, l'Etat a importé une importante quantité de riz pour combler le déficit en riz. Par contre, les différentes mesures du programme d'ajustement structurel appliquées dans l'agriculture (suppression de monopole d'Etat sur le commerce, pratique de la vérité de prix, etc.) ont entraîné un important accroissement des prix du riz aux producteurs (prix multipliés par 3,6 entre 1982 et 1990). Cela se traduit par un accroissement de revenu et de pouvoir d'achat des producteurs de riz. La production de riz a connu une augmentation de 24% entre 1982 et 1990 (1,970 millions de tonnes contre 2,450). Cette amélioration de production de riz a fait régresser son importation. Par contre, seuls les 10% des producteurs de riz qui avaient de surplus de production à commercialiser ont profité les effets de ces mesures de relèvement de prix. Les autres exploitants (90% des producteurs) qui n'ont pas de surplus de riz à commercialiser ont connu une forte diminution de leur pouvoir d'achat. Les effets des mouvements populaires en 1991 a renforcé de nouveau le déficit en riz et son importation pendant la période 1991-1994.

En ce qui concerne les revenus des agriculteurs d'exportation, les producteurs de café ont connu des revenus réels en baisse de 22,5%. Par contre, les producteurs de vanille et de girofle ont enregistré des revenus en hausse de 7,9% et de 1,9% pendant la période 1980-1990.

Le désengagement brutal de l'État dans la gestion et entretien des infrastructures rurales a des conséquences néfastes sur l'état de celles-ci. Des problèmes majeurs se sont ainsi

produits, entre autres, la diminution du budget alloué par l'État au secteur agricole a entraîné une suspension des travaux d'entretien et de réhabilitation des infrastructures rurales. Entre 1980 et 1996: la part du secteur agricole dans le programme d'investissement public a diminué d'environ 30 % à 12 %. Son désengagement renforce la faiblesse de productivité agricole, l'absence d'extension de superficies des principales cultures et par conséquent les revenus des producteurs.

Avant l'application du programme d'ajustement structurel, l'État assurait la gestion et l'entretien de plus de 60 % des surfaces irriguées (les 40 % sont assurées par les agriculteurs eux-mêmes). Le désengagement trop accéléré de l'État dans la gestion des périmètres irrigués a posé de problème de gestion des infrastructures hydrauliques au niveau des paysans usagés : entretien des canaux d'irrigation et des barrages, répartition de l'eau, collecte des frais d'entretien auprès des bénéficiaires (Ministère de Finances, 1997).

Les paysans deviennent les seuls responsables de la gestion et d'entretien des infrastructures économiques rurales. Les différents projets de réhabilitation des infrastructures hydrauliques financés par les organismes de coopération internationale, entre autre le projet de réhabilitation de la riziculture sur les plaines de Betsiboka financé par la coopération allemande KFW/AGRAR/FIFABE (1985-1995) n'ont pas pu résoudre dans le court terme l'ensemble des problèmes liés aux périmètres irrigués. Le désengagement de l'État dans le secteur productif agricole a également accentué le problème de vulgarisation agricole. Les résultats non satisfaisants de l'action de vulgarisation agricole à Madagascar pendant quelques décennies, sont aggravés par la diminution de l'encadrement technique provoquée par le désengagement de l'Etat du secteur productif.

Sous l'impulsion de la politique de restriction de déficit budgétaire, le budget alloué à la vulgarisation agricole a connu une forte diminution, c'est-à-dire les subventions accordées à l'acquisition des matériels et à l'utilisation des intrants agricoles sont supprimées et les actions de vulgarisation de technique agricole sont diminuées, par exemple diminution de nombre de parcelles de démonstration technique.

En ce qui concerne la dévaluation, ses effets ont provoqué une diminution d'utilisation des matériels et intrants agricoles importés (engrais chimique, produits phytosanitaires,

pulvérisateur,...). Les prix de ceux-ci ont connu une forte augmentation à cause de la dévaluation du franc malgache (fmg). À titre d'exemple, le prix d'un kilo d'engrais chimique NPK était 1500 fmg en 1995 contre 3 000 fmg en 1998. De plus, l'insuffisance de réseau de distribution et d'approvisionnement de ces intrants a provoqué également une diminution de leur utilisation.

L'analyse des effets macro-économiques du programme d'ajustement structurel ne reflète pas les autres aspects implicites. Par conséquent, elle doit être complétée par une analyse portant sur d'autres aspects des effets du programme, notamment sur l'évolution des revenus et conditions de vie de la population.

- *L'abandon des subventions aux produits et services de première nécessité PPN (pain, riz, lait, sucre, essence, électricité) :*

Dans les PED, pour pallier l'inexistence de revenu minimum garanti, les gouvernements interviennent traditionnellement pour permettre aux populations pauvres de se procurer les biens de base, notamment alimentaires, et d'accéder aux services essentiels, comme l'électricité. Le FMI et la Banque mondiale exigent la suppression de cette forme de subvention. Les effets se font sentir immédiatement. Les prix des aliments de base augmentent d'un coup et le prix du combustible qui sert notamment à leur préparation explose. Les populations ont alors d'énormes difficultés pour la cuisson des aliments d'une part et pour faire bouillir l'eau et la rendre potable d'autre part, ce qui peut favoriser notamment l'expansion de maladies diarrhéiques. De plus, le prix des transports en commun augmente en flèche, ce qui se répercute sur les activités de maraîchage. Les petits paysans qui doivent apporter leurs produits au marché urbain répercutent cette hausse sur le prix de vente. Dans certains cas, ils ne se déplacent plus vers le marché par manque d'argent pour se payer le transport. Baisse des calories quotidiennes disponibles, inflation des prix et anémie de l'activité économique sont les conséquences majeures.

Les populations réagissent souvent violemment à cette suppression car leur survie même s'en trouve menacée. Les manifestants exigeaient des gouvernants qu'ils imposent une diminution du prix des aliments. Face à l'ampleur des manifestations populaires, plusieurs gouvernants ont renoncé au dogme du FMI et ont adopté une politique interventionniste qui a été jusqu'à interdire l'exportation des aliments dont la population a besoin. Mais, dans plusieurs pays, les gouvernements ont pris l'option de réduire les taxes de douane, ce qui aura

de fâcheuses conséquences sur les budgets nationaux à venir tels le salaire des fonctionnaires, le budget alloué à la santé ou à l'éducation et sur les producteurs locaux.

- Une réduction drastique des budgets sociaux :

Afin d'atteindre l'équilibre budgétaire, le FMI et la Banque mondiale imposent des coupes claires dans les dépenses publiques, notamment dans les budgets jugés « non productifs » (éducation, santé, logement, infrastructures...). En outre, ils exigent le gel du salaire des fonctionnaires et des licenciements dans la fonction publique. Toutes ces mesures affectent gravement les populations et expliquent les indicateurs sociaux terriblement préoccupants pour les PED.

Pour Madagascar La politique de restriction de déficit budgétaire a renforcé la détérioration des services publics et des autres domaines d'existence de la population, notamment, l'alimentation, la santé, l'éducation, etc. Dès la mise en œuvre des mesures de restriction de la demande, la consommation de riz par tête a chuté de façon significative, l'organisation, le fonctionnement des centres de soins de base et des hôpitaux et les services sanitaires se dégradés. En ce qui concerne l'éducation, la politique de démocratisation de l'enseignement menée pendant la période d'investissement à *outrance* a entraîné une forte augmentation des effectifs des enfants scolarisés dans les écoles primaire et secondaire et ceux des étudiants dans les universités. Par contre, le taux de réussite à tous les niveaux est qui s'est situé au niveau de 10% pendant ce période est le plus bas de l'Afrique francophone. Dans la mise en œuvre de politique d'austérité budgétaire, les dépenses engagées dans ce politique de démocratisation de l'enseignement sont réduites de 37,4% entre 1980 et 1983. En effet, le matériel pédagogique soit détérioré, soit inexistant, les enseignants sont mal payés et insuffisants, les nombres d'élèves qui abandonnent l'école augmentent pour des raisons surtout liées à l'échec et à la malnutrition.

- La dévaluation de la monnaie locale

La dévaluation a pour fonction de rendre les produits issus du pays concerné moins chers pour ceux qui sont situés à l'extérieur, donc plus compétitifs sur le marché mondial. En théorie, ils trouvent plus facilement preneurs. Inversement, libellés en monnaie locale, les produits importés de l'étranger sont plus chers sur place. Le coût de la vie s'en trouve renchéri car une bonne partie de ce qui est consommé est importé. Par exemple, en janvier 1994, le FMI et la France ont obtenu des gouvernements africains concernés une dévaluation de 50%

du franc CFA⁸ par rapport au franc français. Cette mesure était destinée à favoriser les exportations : pour les acheteurs situés à l'extérieur de la zone CFA, un produit issu de la zone CFA, en général une matière première non transformée, qui valait 100 FCFA, c'est-à-dire 2 FF, a vu du jour au lendemain sa valeur en francs français ou en toute autre monnaie forte baisser de moitié, à 1 FF.

Mais sur place, les effets furent terribles : un produit fini, par exemple importé de France, qui valait 100 FCFA avant la dévaluation a vu d'un coup sa valeur passer à 200 FCFA. Et pour récupérer la somme de 100 FF, il fallait du jour au lendemain vendre le double de produits. Le pouvoir d'achat des populations des pays de la zone CFA a donc fortement baissé, d'autant plus que les salaires étaient bloqués. Dans le même temps, la dette de ces pays libellée en monnaie étrangère s'est retrouvée de fait multipliée par deux. En effet, il fallait deux fois plus d'argent en monnaie locale pour obtenir les devises étrangères nécessaires au remboursement de la dette.

Tous les citoyens de ces pays n'ont pas été touchés de la même manière par cette mesure. Les pauvres ont vu leur pouvoir d'achat baisser automatiquement tandis que les riches qui avaient pu placer leurs avoirs à l'étranger sous forme de devises ont pu, après la dévaluation, rapatrier leur argent et acquérir le double de FCFA avec la même quantité de devises. Les classes dominantes locales savaient que la dévaluation se préparait et avaient pris la précaution de changer leurs FCFA en devises.

- Des taux d'intérêt élevés

On retrouve là la démarche initiée par les États-Unis en 1979 : les taux d'intérêt élevés servent à attirer les capitaux étrangers avec une rémunération élevée. Le problème est que comme le pays est en crise, ou bien les capitaux étrangers ne viennent pas, ou bien ils viennent en vue d'une spéculation à court terme. Cela n'est pas intéressant pour l'économie locale, et peut même se révéler particulièrement nuisible car cela peut déstabiliser la monnaie en cas de départ précipité ou provoquer par exemple une augmentation du prix de l'immobilier.

Par ailleurs, les petits producteurs empruntent sur le marché local pour acheter les semences, les engrais, les outils, et la hausse des taux d'intérêt réduit alors leur capacité d'emprunt. Par conséquent, l'ensemencement diminue et la production chute. De leur côté, les

⁸ FCFA, monnaie utilisée dans les anciennes colonies françaises

entreprises endettées doivent faire face à des remboursements supérieurs alors que le marché est déjà déprimé.

Enfin, cette hausse des taux d'intérêt augmente la charge de la dette publique interne pour l'État, d'où une détérioration du déficit public, alors que justement l'objectif affiché est de le réduire cela pousse alors l'État à des coupes encore plus importantes dans les dépenses sociales.

Ces mesures drastiques provoquent de nombreuses faillites de petites et moyennes entreprises, ainsi que de banques locales. L'État se voit contraint de les nationaliser et d'assumer leurs dettes. Il réagit en bloquant les maigres épargnes des petits déposants. Une dette privée devient alors publique, et ce sont les contribuables qui doivent l'assumer. Les classes populaires et moyennes sont fortement touchées.

2. La pauvreté et la détérioration du capital humain comme conséquence de l'ajustement structurel :

La pauvreté absolue correspondant au seuil de pauvreté définie par rapport à un revenu minimal en dessous duquel, un individu ou un ménage se trouve dans l'impossibilité de satisfaire les besoins fondamentaux. Que ce soit dans un pays pauvre ou riche, les différences sociales qui séparent les pauvres et les non pauvres sont surtout matérielles et sont expliquées par l'écart entre les niveaux de vie ou bien les niveaux de revenu de deux couches sociales dont la cause principale évoquée par un certain nombre d'auteurs est la mauvaise répartition des ressources entre la population.

Etant un pays à fort potentialité économique vers les années 60, Madagascar s'est trouvé parmi les pays les plus pauvres allant de 1972, passant par l'ajustement structurel en 1980 et continue dans les années 90. Une forte proportion de la population vit dans des conditions de vie très critique dont un certain nombre d'entre elles sont dans l'impossibilité de satisfaire les besoins minimaux.

L'année 1972 est marquée par une mutation économique et sociale dont le principe dominante est « la maîtrise populaire de développement » qui s'est traduit par le renforcement du contrôle de la main mise de l'Etat sur tous les secteurs clés de l'économie. En effet il y a une disparition de tout esprit d'initiative d'entreprise.

La fin des années 80 est caractérisée par « la politique d'investissement à outrance » qui est financée par des emprunts extérieurs. Selon les données fournies par les différents organismes de coopération internationale et de l'institut national des statistiques (INSTAT).

L'indicateur de pauvreté humaine (IPH) du PNUD en 2000 démontre que presque la moitié de la population malgache vit dans un état de pauvreté chronique et extrême (manque, voire absence de la majeure partie des capacités humaines de base, notamment l'espérance de vie à la naissance longue, l'éducation, la santé, l'emploi,...etc.). Cette valeur de l'IPH place Madagascar au 141^{ième} rang sur 174 pays les plus pauvres du monde.

Ce rapport a avancé que pendant la période 1989-1999 : 60% d'habitants sont privés de service de santé de base, 71% sont privés d'eau potable avec comme conséquence recrudescence de la malnutrition et des maladies endémiques, entre autres le paludisme qui constitue la première cause de décès. Le taux de scolarisation passe de 60% à 33% durant la période 1980-1994. 72% d'enfants n'ont pas terminé l'étude primaire et près de 20% des écoles publiques sont fermées (PNUD, 2000).

Selon les données de la banque mondiale et du MEPRS (ministère de l'économie, du plan et du redressement sociale à l'époque) la croissance annuelle moyenne fut entre 1972 et 1979 de 0.6%. de 1980 à 1984 de -2.3% l'an, entre 1985 et 1988 + 1.9 % par an. En 1989 de 3.6% et en 1990 de 3.1% .En 1991, elle était de -7.2% et en 1992 de 1.2%. La moyenne de 2.7% de la croissance de la population a été enregistré Durant les deux décennies, bref de 1972 à 1993 si on rapporte la croissance du PIB à l'accroissement démographique, les malgaches se sont appauvris de plus de 50% si on ne tient pas compte des revenus informels et les activités sous terraines.

En 1988, le salaire minimum d'un malgache suffisait à peine à satisfaire les besoins en riz d'une famille urbaine de taille moyenne, la population qui s'est appauvrie et est contrainte de réduire la consommation individuelle. En 1994 la décision d'augmenter les salaires dans la fonction publique SMIG =64000fmg soit 33\$, et les catastrophes naturelles qui a entrainer des pénuries et marché noir ont eu des effets inflationnistes considérables (United Nations, 1990).

Les indicateurs tirés du rapport sur le développement dans le monde 2003 confirment également que Madagascar est parmi les pays le plus pauvre du monde : le revenu national brut (PNB) par habitant est passé de 430 dollars US au début des années 60 contre 260 dollars US en 1999 (contre 370\$ au Bangladesh). Il est parmi les rares pays où la proportion des

populations vivant au-dessous de seuil de pauvreté monétaire est la plus élevée (au Bangladesh, elle est au voisinage de 29,1%), l'espérance de vie à la naissance de 55 ans, le taux de mortalité avant l'âge de 5 ans est de 193 pour 1000 (contre 83 pour 1000 au Bangladesh), le taux d'alphabétisation chez les adultes (15 ans et plus) est de 34%. Selon toujours le même rapport (année d'enquête 1999) : 70% de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté nationale dont 77% en milieu rural contre 47% en milieu urbain. 49,1% de population disposant moins de 1 dollar par jour contre 83,3% disposant de moins de 2 dollars par jour (Banque Mondiale, 2003).

Depuis ces trois dernières décennies, la proportion des populations malgaches vivant au-dessous du seuil de la pauvreté nationale, fixé à 988.600 francs malgaches soit environ 159\$ US est de 247.637 francs malgaches, soit environ 132 dollars US en 1993, ne cesse de s'accroître (INSTAT, 1994).

Le taux de pauvreté ou incidence de pauvreté en 2001, est estimé à 69,6%, c'est-à-dire presque 70% des malgaches vivent en dessous de 159 dollars. Depuis 1993, ce taux reste stable même s'il fluctue légèrement d'une année à l'autre et le seuil de pauvreté fixé par l'Etat a tendance à la hausse. Ce taux n'est pas suffisant pour connaître le sort des pauvres. Il est complété par l'intensité de pauvreté (évaluée à 34,9% en 2001) qui mesure la gravité de la situation des pauvres, d'une part et détermine l'écart en pourcentage du revenu moyen des pauvres par rapport à ce seuil fixé par l'Etat, d'autre part. Cette intensité reste stable au cours de la décennie nonante (INSTAT, 2002).

3. Les stratégies de survie sous la pauvreté :

La pauvreté est plus massive dans le milieu rural et dans des petits centres urbains. A première vue, les ménages urbains et semi-urbains ont une vie plus décente en regard des ménages ruraux. Cette situation est confirmée par l'écart entre le niveau de consommation par tête des exploitants agricoles et les ménages appartenant aux autres catégories du groupe socio-économique.

Dans les milieux ruraux : l'enclavement des régions, l'absence de moyens de communications ont développé le phénomène d'insécurité qui pille les récoltes et les animaux. Acculés à assumer leur autodéfense, les habitants des campagnes se limitent à une culture d'autosuffisance et n'ont plus la capacité de ravitailler les zones urbaines. Selon le PNUD dans son rapport Dirasset entre 40 et 60% des circonscriptions sont coupées du reste du

pays entre 4 et 7 mois par an, par conséquent les ruraux migrent vers les villes pour survivre, attirés par les gains faciles du secteur informel.

Dans les zones urbaines : le secteur informel s'est développé car il constitue la seule source d'emploi en ville, le surpeuplement de la ville a provoqué une dégradation des conditions de vie et de mœurs comme la délinquance juvénile et l'explosion de la prostitution. En outre le problème de logement se répand très rapidement malgré le slogan en 1980 de la construction de 20000 nouveaux logements par an, en effet de nouvelles constructions illicites s'est devenu une tendance, personne ne se soucie des charges communales. L'eau, l'électricité ainsi que l'évacuation d'eau usées sont inexistantes, l'hygiène et la santé se dégrade.

Pour survivre la population marginalisée des villes c'est-à-dire les sans abris et les mendiants ou « 4 'mi » sont obligés de se loger soit dans des maisons en carton, soit sur la terrasse des magasins. La pauvreté est plus massive dans le milieu rural et dans des petits centres urbains. A première vue, les ménages urbains et semi-urbains ont une vie plus décente en regard des ménages ruraux. Cette situation est confirmée par l'écart entre le niveau de consommation par tête des exploitants agricoles et les ménages appartenant aux autres catégories du groupe socio-économique.

Selon les premiers résultats d'enquête permanente sur les ménages de 1993 : la pauvreté touche 80% de la population rurale et frappe également un nombre important de la population vivant dans des petits et grands centres urbains. Par ailleurs, l'étendue de la pauvreté à Madagascar varie d'une région à une autre. Le *tableau* montre que selon la mesure de la pauvreté par le revenu, la pauvreté se concentre dans les provinces de Fianarantsoa et de Toamasina, avec des taux de pauvreté respectifs de 83,2% et de 82,3% en 2001. L'incidence de la pauvreté se situe autour de 70% dans les autres provinces. Par contre, elle est en dessous de 50% dans la province d'Antananarivo. Cependant, pour de raison liée à la répartition inégale de population selon les régions, la proportion des pauvres vivant dans leur région ne reflètent pas leur proportion par rapport à l'ensemble de population malgache (taux de pauvreté nationale). Pour le cas de la province d'Antsiranana dont sa population représente environ 8% de la population malgache, les pauvres habitants dans cette région ne représentent que de 7,5% des pauvres malgaches (contre 29% dans la province d'Antananarivo) alors que son taux de pauvreté régional est de 69,2%. Par rapport à la pauvreté totale, 25,6% des pauvres vivent dans la province de Fianarantsoa, 20,2% dans la province d'Antananarivo,

19,7% dans la province de Toamasina, 15,5% dans la province de Toliara et 11,5% dans la province de Mahajanga (Madagascar-Dial-Instat-Orstom, 1993).

Tableau 2: Profil de la pauvreté par province

Incidence								
	1993		1997		1999		2001	
	Taux	Rang	Taux	Rang	Taux	Rang	Taux	Rang
Antananarivo	63.5	5	61.8	6	57.1	6	48.3	6
Fianarantsoa	76.7	3	77.6	3	83.6	1	83.2	1
Toamasina	81	2	82.9	2	74.4	4	82.3	2
Mahajanga	47.9	6	68.5	5	70.7	5	72.4	4
Toliara	86.6	1	87.5	1	77.1	3	76.1	3
Antsiranana	69	4	71.1	4	81.4	2	69.2	5

Source : INSTAT/DSM (2001)

Une politique d'amélioration du cadre de vie de la population urbaine devient une priorité, ceci à commencer par la mise en place de logement de type économique qui a été l'une des réalisations de la première république.

Section 2 : Les efforts apportés par les différentes stratégies locales endogènes 1990-2000 :

Conscientes de cette situation sociale dégradée, les autorités ont, dans leur nouvelle stratégie d'ajustement, formulé et mis en œuvre une série de programmes spécifiques dans les domaines de la santé de base, de l'éducation, de la malnutrition, de la protection des enfants sans abri et de la création d'emplois qui influent au décollage de la croissance.

➤ Dans le domaine de la Santé, les ressources budgétaires allouées par l'Etat sont passées de 7,5 milliards FMG en 1989 à 32,5 milliards en 1991 en termes courants. En 1992, le budget de la santé a été de 18 milliards FMG avant de remonter à 21,5 milliards FMG en 1993. Dans les programmes d'investissement publics, la part du secteur de la santé n'a pas cessé de croître de 1989 à 1992 (1 % en 1989, 2 % en 1990, 3,3 % en 1991 et 4,6 % en 1992).

➤ Dans le secteur de l'Education, les ressources consacrées ont atteint en 1991, 78,6 milliards FMG même si du fait des événements socio-politiques, 22,24 % seulement de ces crédits ont été effectivement consommés. En 1992, les crédits sont passés à 14,7 milliards

FMG avant d'être ramenés à 13,4 milliards FMG en 1993. En matière des investissements publics, l'Education a représenté dans les PIP 1,4 % en 1989, 2,7 % en 1990, 3 % en 1991 et 3,9 % en 1992.

➤ S'agissant de la sécurité alimentaire qui constitue, à Madagascar, une préoccupation majeure en raison des dégâts cycliques causés aux cultures par les cyclones, six programmes spécifiques ont été développés et mis en œuvre dans le cadre du Projet d'actions sociales et d'appui à la gestion de l'économie (PASAGE) financé par la Banque Mondiale. Il s'agit de : programme de banques de céréales, programme d'épargne rurale destiné à faciliter l'accès aux crédits bancaires ; programme des cantines populaires, programme d'alimentation des enfants en âge préscolaire ; programme aviculture urbaine et programme aliments nutritifs.

➤ Un programme d'action pour les besoins des enfants sans abri a été également mis en œuvre à partir de 1987. Il s'agit de la création d'un village d'enfants pouvant abriter 250 enfants de la rue, de la mise en place de 10 centres de jour accueillant 600 enfants en situation difficile, de la création de 6 unités de production (confections, élevage de vaches laitières, agriculture et cultures diverses).

➤ Dans le domaine de la nutrition, le projet SECALINE (Sécurité Alimentaire et Nutrition Elargie) financé par la Banque Mondiale et le Programme Alimentaire Mondial a démarré ses activités en 1992. Il comporte plusieurs volets à savoir : l'élaboration de la stratégie nationale de sécurité alimentaire ; le renforcement de la communication sociale pour la sécurité alimentaire et la nutrition ; le programme communautaire de nutrition en collaboration avec les ONG ; le programme de lutte contre les troubles dus à la carence en iode ; la mise en place du Fonds d'intervention pour le développement ; le programme de travaux à haute intensité de main-d'œuvre, et l'appui aux centres sociaux.

➤ Enfin, le projet «Formation pour la promotion de l'emploi des femmes en milieu urbain et rural» initié en 1988 visait deux objectifs, d'une part renforcer la capacité de la Direction de la condition de la femme à évaluer les projets en faveur des femmes, et d'autres part créer de nouvelles opportunités d'emplois rémunérateurs dans les secteurs informels urbains et ruraux grâce au développement des groupements féminins autogérés au niveau des communautés de base. Ainsi, 8.854 femmes à travers le pays ont pu bénéficier de l'exécution de ce projet.

➤ En complément de ces actions sociales du Gouvernement, des Organisations non gouvernementales travaillent aussi à l'amélioration des conditions de vie des enfants et des familles sans abri. Les groupes cibles de ces interventions privées sont : les enfants de la rue,

les enfants orphelins, les enfants des familles indigentes, les familles sans abri et les sinistrés des cyclones.

Pour appréciables qu'ils soient, ces efforts tant gouvernementaux que privés pour atténuer les effets indésirables des politiques d'ajustement restent insuffisants en raison de l'ampleur de la pauvreté dans le pays. En effet, 12 % de la population seraient des misérables et des désespérés et 46 % seraient des pauvres sans aucune chance immédiate de sortir de la pauvreté (Fond Africain de développement, 1994).

Section 3 : synthèse de la croissance sous la vision exogène et celle de la vision endogène.

Tableau 3 : Tableau de performances des sous périodes :

Sous périodes	Phase d'ajustement	Effet des ajustements	Choc : blocage administratif	Nouvel ajustement	Ensemble de la sous-période
	1982-1987	1987-1990	1990-1991	1991-2001	1982-2001
Croissance moyenne du PIB	1,4%	3,5%	-6,3%	2,9%	2,1%

Source : INSTAT/DSY (2001)

I. Interdépendance entre la croissance et l'amélioration du capital humain :

On constate et à juste titre, qu'une lutte effective contre la pauvreté ne sera pas possible sans une croissance économique robuste. Une croissance économique durable ne sera probablement pas possible à Madagascar sans une réduction de la pauvreté. La pauvreté étendue de la population entrave sur plusieurs niveaux la croissance économique à long terme.

Ce sont les familles pauvres qui retirent leurs enfants de l'école pour les mettre au travail, diminuant ainsi les taux de fréquentation scolaire et grossissant les rangs des enfants

travailleurs. Dans leur lutte pour survivre à court terme, ces familles mettent leurs enfants au travail. Mais à longue échéance, elles les condamnent à une vie de pauvreté accablante passée à accomplir un travail manuel très exigeant et peu productif. En même temps, le pays, qui a besoin d'investissements en capital humain pour soutenir la croissance de la productivité, se voit affaibli par cette déscolarisation des couches les plus vulnérables et leurs mauvaises état de santé. C'est l'ampleur prise par le phénomène de paupérisation des familles par légions et l'inégalité croissante qui sont à l'origine des crimes de nécessité et les crimes de frustration et qui engendrent l'instabilité sociale et l'aggravation de l'insécurité, instabilité sociale et insécurité compromettent à leur tour la stabilité politique et la confiance sur lesquelles reposent l'investissement privé et la croissance économique. Mais n'oublions pas que l'inverse est également vrai une réduction perceptible de la pauvreté ne sera pas possible à Madagascar sans une croissance économique robuste et soutenue. Vu l'ampleur de la pauvreté, une politique purement redistributive ne sera pas suffisante ; il faut certainement augmenter la richesse globale du pays à travers la croissance économique.

II. Productivité de la main-d'œuvre

La plupart des ménages pauvres dépendent de la vente de leur main-d'œuvre active abondante mais peu qualifiée pour assurer leur besoins quotidiens. Parce que la qualité et la productivité de cette main-d'œuvre déterminent largement leur niveau de vie, l'éducation et la santé de base deviennent des éléments essentiels à l'amélioration du niveau de vie des pauvres. Or, la majorité des pauvres à Madagascar n'envoient pas leurs enfants à l'école, même pas à l'école primaire. Ainsi, la pauvreté donne lieu au travail et à la déscolarisation des enfants pauvres, déclenchant un cercle vicieux à travers lequel la faible productivité et la pauvreté se sont transmises d'une génération à l'autre. De plus, les pauvres n'ont pas accès aux services de santé de base à quantité égale avec les riches.

Etant donné que la demande des services est extrêmement sensible par rapport aux prix, l'accès généralement gratuit des services de scolarisation et de santé de base ne permet pas de considérer la réduction des frais comme un instrument d'incitation des ménages pauvres aux efforts de scolarisation. A l'opposé, une réduction des distances et une amélioration de la qualité semblent être des conditions clés à l'amélioration de l'accès des pauvres aux services sociaux.

La planification familiale jouera aussi un rôle important dans la lutte contre la pauvreté. Les femmes pauvres mettent au monde plus d'enfants que les femmes riches. La

pression démographique entrave les ménages pauvres dans l'immédiat ainsi que dans l'avenir. Elle réduit le revenu par tête à court terme mais limite aussi la mobilité économique vers la hausse à long terme. Ainsi, la planification familiale promet d'apporter une contribution importante à la réduction de la pauvreté et à l'avancement économique des ménages vulnérables.

Conclusion Partie II

Cette partie met en évidence les effets néfastes de l'ajustement structurel durant la première décennie des années quatre-vingt à Madagascar ainsi que le retour fragile de la croissance par les mesures entreprises par les acteurs locaux. En effet la FMI et la Banque Mondiale imposaient des mesures purement macroéconomiques cachant une paupérisation considérable de la population et une détérioration du capital humain notamment de la santé et de l'éducation à cause de la restriction des investissements publics. Ceci a engendré une croissance boiteuse caractérisée par l'appauvrissement de la population revendiquant en 1991 une vie décente.

Le déclin économique de Madagascar se caractérise par la faiblesse de ses stocks de capital humain et par la précarité de son développement technologique. En effet, la population malgache influence négativement sur l'état de la ressource productive. Une volonté de relancer la croissance accompagnée des stratégies approuvées par les partenaires financiers est prise par le gouvernement local. Ainsi la nouvelle politique d'ajustement structurel vise beaucoup plus à améliorer des conditions sociales de la population. Une bonne gestion des dépenses publiques et des collectivités décentralisées sont appréciables pour améliorer la qualité du capital humain et aboutir à la croissance.

CONCLUSION GENERALE :

Ce mémoire avait pour objet de mettre en perspective l'évolution de la théorie de la croissance, en mettant l'accent sur la rupture et la continuité entre l'ancienne et la nouvelle théorie de la croissance. Une hypothèse retenue à cet égard est que la valorisation des ressources internes dont le capital humain est une condition nécessaire pour relancer la croissance. Dans cette optique, nous avons procédé à une revue de littérature suivie d'une étude de cas. A ce titre, le concept de capital humain se trouve au cœur des théories de la croissance. L'histoire de la croissance économique a vu le jour avec les réflexions des précurseurs dont Adam Smith (1776), Malthus (1776), Ricardo (1817) et Marx(1844) qui se sont interrogés sur les causes de la croissance. Ils ont discuté sur le caractéristique équilibré ou non de la croissance et sur la productivité marginale décroissante du capital. Ensuite se sont succédés les tenants de la théorie de la croissance exogène : Domar (1946), Harrod (1948) et Solow (1956). Selon eux les facteurs de la croissance économique notamment le progrès technique sont exogènes, ne sont pas déterminés par le processus économique. Leurs théories sont focalisées sur l'aspect équilibré ou non de la croissance et ils considèrent que l'Etat ne devrait pas intervenir dans le processus économique. L'analyse de Solow (1956) constitue le point de rupture entre les théories de la croissance. Selon lui, il est possible d'avoir une croissance stable due à la flexibilité de la combinaison productive et des facteurs de production substituables .Il considère le progrès technique comme un résidu et tient compte d'une convergence de l'économie. Dans les années 80 une nouvelle ère surgit avec l'apparition de la théorie de la croissance endogène qui apporte des explications rendant meilleure l'activité économique. Les tenants de cette théorie Romer (1986) , Lucas (1988) et Barro (1990) pensent que les facteurs de la croissance (capital humain, le capital physique, le capital technologique et le capital public) sont endogènes c'est à dire inclus dans le processus économique. Ces facteurs ne sont autres que le progrès technique. Ils sont à rendement d'échelle croissant, grâce aux externalités positives qu'ils génèrent. L'intervention de l'Etat est donc souhaitable.

L'étude de cas retrace la trajectoire de croissance à Madagascar. L'histoire du pays a été caractérisée par un fort endettement vers la fin des années 70 dû à la politique d'étatisation et l'investissement à outrance perpétré par les dirigeants de l'époque. Ainsi le pays a du faire appel au FMI et à la Banque mondiale en 1980 pour faire face à cette situation. Cependant leur action est juxtaposée à des mesures macroéconomiques sous le « programme

d'ajustement structurel » qui est voué à l'échec : imposé par les partenaires financiers, il a des retombées sociales flagrantes malgré une légère reprise de la croissance. En effet la population malgache tombe dans une pauvreté intense handicapant sa capacité de production. Par conséquent les revendications populaires méprisées par une condition sociale insupportable engendrent des crises politiques. Ces crises produisent plusieurs effets marqués par le retrait des bailleurs de fond et l'implication massive des acteurs locaux vers le début des années 90 pour promouvoir les ressources internes et lutter contre la pauvreté. A partir de cette initiative Madagascar est sur une bonne voie en combinant des mesures macroéconomiques sous le nouvel ajustement structurel et des accumulations des facteurs endogènes notamment celle du capital humain, dont principalement l'éducation, la santé, la protection social, et la lutte contre la pauvreté. Ces derniers fournissent aux individus des compétences techniques et physiques c'est-à-dire une forte potentielle de la force de travail nécessaire à une employabilité et à une prestation de service rémunérateur, contribuant à une dynamisation de la productivité, et ensuite à une forte croissance. Il demeure donc crucial d'investir dans l'acquisition de connaissances, de compétence et d'une bonne santé. Le pays est donc le seul à connaître ses besoins fondamentaux. Ainsi sa force réside dans l'élaboration de ses propres stratégies et de ses grandes lignes économiques à mettre en œuvre. Les bailleurs de fond internationaux tels que le FMI et la Banque mondiale ne sont que des encadreurs apportant leurs flux financiers afin d'approvisionner les stratégies pour atteindre leurs fins.

Ce mémoire a permis de dégager deux idées essentielles, sur les plans politique et conceptuel.

Dans le domaine politique, l'étude du cas malgache a révélé deux enseignements importants. D'une part, on ne peut pas décréter la croissance via un simple transfert de technologie, comme en témoigne l'échec des politiques des investissements à outrance. D'autre part, la relance de la croissance par la valorisation des facteurs internes exige un certain nombre de conditions à savoir l'implication directe de l'Etat et des dirigeants dans l'élaboration des stratégies pour promouvoir la croissance, la connaissance des besoins fondamentaux et sociales de la population pour les inciter à produire.

Sur le plan conceptuel, l'interprétation du capital humain comme un facteur à rendement croissant marque un tournant dans la théorie de la croissance.

Références bibliographiques :

Andrianarison F., Février 1996. La Politique Industrielle A Madagascar : Les traits marquants de 1960 à nos jours, p.10-11.

Andrianarison F., Février 1996. La Politique Industrielle A Madagascar : Les traits marquants de 1960 à nos jours.

Andrianasy A., Le rôle du capital humain dans la croissance : le cas des économies émergentes d'Asie, 19p.

Arrow J., 1962. *The economic implications of learning by doing*, in review of economic studies, vol 60, n°2, p155-173.

Banque Mondiale, 2000. Santé et pauvreté dans les pays en développement, Voice of the Poor.

Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2003. ESKA, Paris, 2003.

Barro R., 1990. *Government Spending in a simple model of endogenous growth*, Journal of Political economy, Vol 98, n°5, pp. S103-S125.

Barro, R., 1990. *Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth*, Journal of Political Economy, P103-P125.

Barthélemy J C., les relations entre santé, développement et réduction de pauvreté, Académie des Sciences Morale et Politique, Université Paris 1 panthéon Sorbonne page 4

Becker G.S., 1993. *Human capital: A theoretical and empirical analysis with special reference to education*, The University of Chicago Press and NBER.

Blardone. G et al, 1995. Endettement du Tiers Monde et ajustement structurel, Les cas de Tanzanie et de Madagascar, p. 135-144.

Centre d'études et des recherches sur les sociétés de l'océan Indien (CERSOI), 1985. Annuaire des pays de l'océan Indien 1982-1983, éd du centre de la recherche scientifique 15, Quai Anatole France 75700 Paris, centre national de la recherche scientifique-Paris, 680 p.

Cling J.P. et al., 2003. Un renouveau de l'aide au développement, 45 p.

Diemer A., Théories de la Croissance endogène et principe de convergence — MCF IUFM D'Auvergne, 50p.

Domar E.D., 1946. Expansion et croissance, *économica*, Paris, p401-422.

Epstein.G, 2008. *Employment, poverty and economic development in Madagascar*.

Guellec D. et Ralle P., 1993. Innovation, propriété intellectuelle et croissance, In *Revue économique*, vol 44 (2), p319-334.

Guellec D. et Ralle P., 1995. Les nouvelles théories de la croissance, Paris, éd. La Découverte 2003,118p.

Guillaumont.P., 1985. Economie de développement : 2/dynamique interne du développement, presse universitaires de France, éd Thémis, p 421.

Hatchuel A., Juin/Juillet/Août 1994. Apprentissages collectifs et activités de conception, in *Revue Française de Gestion*.

INSTAT (Institut national de statistiques), 1993. Recensement général de la population et de l'habitat, Antananarivo INSTAT.

INSTAT (Institut national de statistiques), 2002. Enquête Permanente sur les Ménages (EPM) 2001, Antananarivo.

INSTAT, 1994. Madagascar-Dial-Instat-Orstom/ « Enquête Permanente sur les Ménages (EPM) », Appui à la réflexion macro-économique.

Lucas R.E., 1988. *On the mechanic of economic development*, in *journal of monetary economic*, vol 73, n°22, p3-42.

Malthus T.R., Essai sur le principe de population, ed.Calmann-Levy, 1776, paris, 429p.

Ministère de l'économie, du plan et du redressement social, Plan National d'Action pour le Redressement Sociale PNARS 1994-2000. 128 p.

Monekosso G.L., juillet 1992. Santé : condition préalable au développement socio-économique », Organisation Mondiale de la Santé Brazzaville, page 17

Montousse M., 1999. Théories économiques, Ed Bréal, Paris, 253 p.

Muet P. A., 1993. Les théories contemporaines de la croissance, in Observations et diagnostics économiques n°45.

Phillipe Hugon la crise économique et les politiques d'ajustement à Madagascar en 1982 annuaire des pays de l'océan indien vol IX 1982 1983 éditions du CNRS (centre national de la recherche scientifique) p474 à 482

PNUD, Ministère des Finances et de l'économie, INSTAT «Rapport National sur le développement humain à Madagascar 1996 », éd. wellprint Antananarivo Madagascar, Avril 1997 84 p.

Primature, Novembre 1996. Document Cadre de Politique Economique DCPE 1996-1999, éd. MYE Antananarivo 101, 35p

Ricardo D., 1817. Traité d'économie politique et de l'impôt, éd. franç. flammarion, Paris, p10-35.

Romer P., 1986. *Increasing returns and long run growth*, in journal of political economy, 94, n°2, p.1002-1037.

Romer P., 1990. *Endogenous technical change*, in journal of political economy, vol 98, n°5, p 71-102.

Rosemberg M., 1982. Education, santé, motivation, in Guillaumont P. (sld.), économie du développement, Cujas, paris, 1990, p341-507.

Schumpeter J., 1912. Théorie du développement économique, éd. franç.payot, Paris, p 62-80.

Smith A., 1976. *Essai* sur la nature et les causes de la richesse des nations, éd. franç.Gallimard, paris, p 1-13.

Solow R., 1956. *Une* contribution à la théorie de la croissance économique, Economica, paris, p 312-320.

STA (Secrétariat Technique de l'Ajustement), 1995. « l'ajustement structurel à Madagascar », éd. Actions sans frontières-business mai 1996, 47p.

STA (Secrétariat Technique de l'ajustement), mars 2000. L'ajustement structurel à Madagascar, année 1999, NIAG, Antananarivo, p 91.

United Nations, 1990. *World population prospects*.

<http://www.simicro.mg/sta>

<http://www.oeconomica.net>

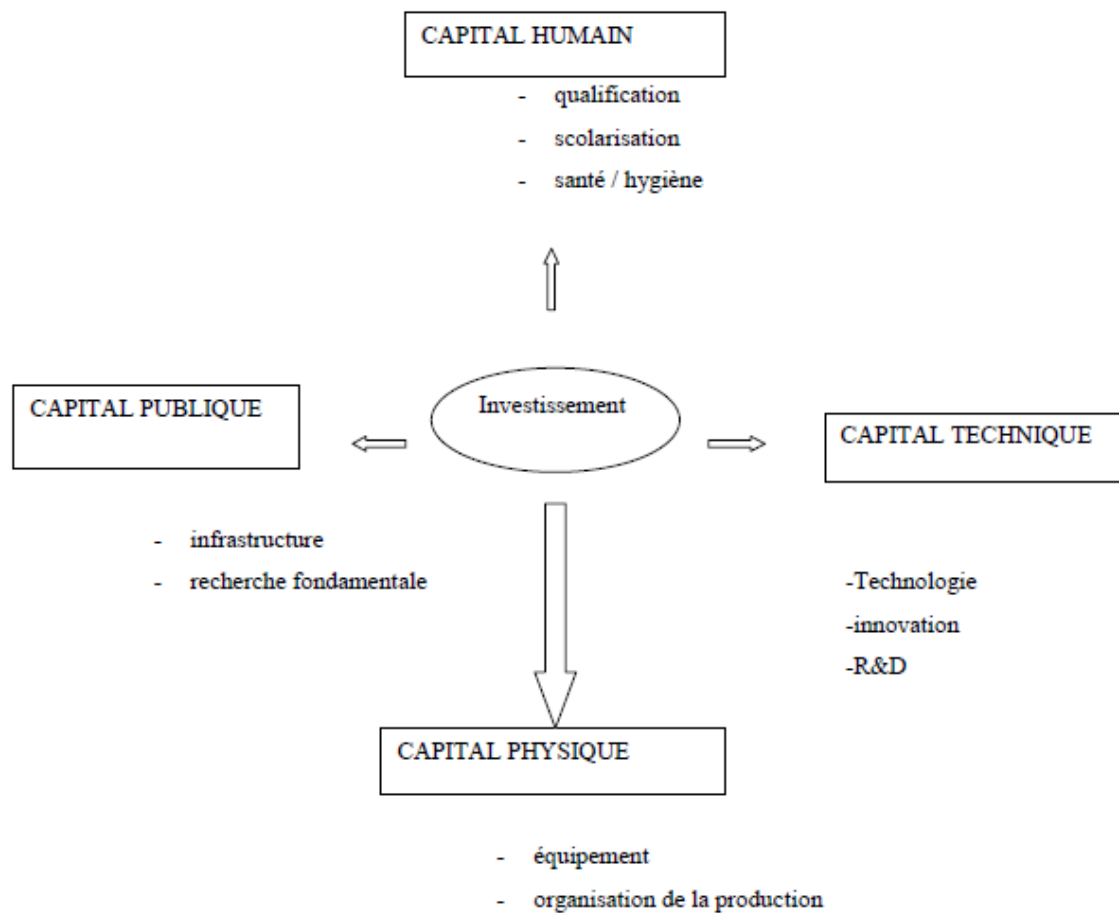
Table des matières

REMERCIEMENTS	i
GLOSSAIRE	ii
SIGLES ET ACRONYMES :	iv
SOMMAIRE	v
INTRODUCTION GENERALE.....	1
PARTIE I : UNE REVUE HISTORIQUE ET THEORIQUE DU CONCEPT DE LA CROISSANCE	5
Chapitre I : De 1939 à 1986 : Une vision exogène de la croissance.....	6
Section 1 : Les précurseurs:.....	7
I. Adam Smith(1776):.....	7
II. Thomas Malthus 1796 :	8
III. David Ricardo (1817) :	8
1. Etat stationnaire et rendement décroissant	8
2. Théorie des avantages comparatifs	10
IV. Karl Marx (1844).....	10
V. Joseph Schumpeter	10
Section 2 : Les pères fondateurs de la théorie de la croissance exogène.....	11
I. La croissance chez les post keynésiens : le modèle Harrod-Homar (1939-1946):.....	11
II. La croissance chez les néoclassiques : modèle de Solow(1956) :	14
Chapitre II : de 1986 à 1990: La remise en cause par l'émergence du concept de capital humain comme support endogène de la croissance.....	18
Section 1 : Romer (1986) : idée, connaissance, innovation, capital technologique, le learning by doing les externalités et le rendement croissant:	19
I. Le learning by doing(l'apprentissage par la pratique) et l'accumulation des connaissances ...	20
II. Idée, innovation, la recherche-développement et l'accumulation du capital technologique	20
Section 2 : Lucas et l'accumulation du capital humain(1988) :	23
Section 3 : Les infrastructures publiques Barro (1990).....	24
I. L'intervention de l'Etat :	25
Conclusion de la première partie :	26
PARTIE II : ANALYSE ECONOMIQUE DE LA TRAJECTOIRE DE CROISSANCE A MADAGASCAR.....	27
Chapitre I : L'échec d'une politique de croissance dominée par le transfert de technologie les années 1980 :	29
Section 1 : Contexte historique, politique, économique de Madagascar	29
I. Des difficultés à mobiliser le système productif :	29

II. Les effets de la politique de la nationalisation :	30
III. Forte explosion démographique:	31
IV. Endettement et investissement à outrance.....	31
Section 2 : Objet et mise en œuvre du Programme d’Ajustement Structurel à Madagascar (PAS)..	33
Chapitre II : L’ajustement structurel pour relancer la croissance à partir des années 90	36
Section 1 : une mobilisation interne de la croissance :.....	37
I. Le document cadre de politique économique (DCPE)	37
II. Des stratégies sectorielles du DCPE pour l’amélioration du capital humain :	38
1. La Santé :	39
2. L’éducation et Formation :	39
Section 2 : les politiques de lutte contre la pauvreté et l’amélioration des conditions de vie de la population malgache.....	39
I. Le Document de Stratégie pour la réduction de la pauvreté DSRP	39
1. Généralités sur le Document de Stratégie pour la réduction de la pauvreté	39
2. Les programmes d’amélioration du capital humain dans l’axe stratégique social du DSRP.	41
II. Le plan National d’action pour le redressement social PNARS (1994-2000) :	43
1. Enseignement primaire et éducation non-formelle :.....	44
2. La santé et la nutrition :	44
3. La finance publique :	45
III. Politique Nationale de la population 1990-2001:	46
Chapitre III : bilan comparatif des deux décennies sous l’ajustement structurel.....	48
Section 1 : la croissance sous l’ajustement structurel 1980-1990:	48
I. Les effets des politiques de rééquilibrage macroéconomique	48
II. Les Mesures de chocs imposés par le PAS:	50
1. Diminution du pouvoir d’achat des populations.....	50
2. La pauvreté et la détérioration du capital humain comme conséquence de l’ajustement structurel :	56
3. Les stratégies de survie sous la pauvreté :.....	58
Section 2 : Les efforts apportés par les différentes stratégies locales endogènes 1990-2000 :	60
Section 3 : synthèse de la croissance sous la vision exogène et celle de la vision endogène.	62
I. Interdépendance entre la croissance et l’amélioration du capital humain :	62
II. Productivité de la main-d’œuvre.....	63
Conclusion Partie II.....	65
CONCLUSION GENERALE :	66
Bibliographie :.....	I

ANNEXE	viii
--------------	------

ANNEXE



Source: Guellec D (1995, p. 13)

Nom : ANDRIANADISON

Prénoms : Solohery lalaina

Titre : LE CAPITAL HUMAIN, UN LEVIER DE LA CROISSANCE ENDOGENE

Nombre de page : 67

Nombre de tableaux : 3

Mots clés : capital humain, santé, éducation, emploi, productivité, croissance économique

Encadreur : RAKOTOVAO Heriniaina Andriananja

Adresse de l'auteur : Lot K1 / 002 Ivato Aéroport

Résumé :

La théorie de la croissance économique évolue. on peut remarquer trois grandes phases : d'abord les précurseurs classiques stipulent que les ressources sont limitées, les rendements décroissants sont dus à la croissance démographique. Les néo-keynésiens et les néoclassiques répliquent que la croissance est exogène du fait du progrès technique. Ces deux courants de pensée s'accordent à part des détails comme l'instabilité de la croissance et la complémentarité des facteurs de production. Et enfin la nouvelle théorie de la croissance a mis l'accent sur le caractère endogène des facteurs de production, c'est à dire le capital humain et le progrès technique qui font partie de l'activité économique.

Pour le cas de Madagascar, la négligence des conditions sociales durant l'ajustement structurel des bailleurs de fonds internationaux a fait pris conscience les dirigeants du pays de l'importance des facteurs endogènes de production notamment l'accumulation du capital humain. Plus l'éducation et la santé sont vulnérables et ne fournissent pas une résilience à la population face aux différentes crises frappant le pays, moins la population est active et productive. L'offre de travail est caractérisée par un manque de qualification, de compétence, et d'une prédominance du secteur informel. Les difficultés sociales et l'appauvrissement de la population agissent négativement sur la croissance. Force est donc de mobiliser l'accumulation du capital humain.